

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1715

14 août 2007

SOMMAIRE

Action Oil Luxembourg Société Anonyme Holding	82279	Living Planet Fund Management Company S.A.	82304
Alba Investment S.A.	82307	Living Planet Fund Management Company S.A.	82304
Alba Investment S.A.	82307	Lux Foods S.A.	82275
Argolin S.A.	82278	Lux Photo Media S.A.	82319
Arras Holding S.A.	82276	"Lux-Portfolio" Sicav	82277
Asor S.A.	82307	Lux-Sectors Sicav	82278
BBA Handling SA	82301	LVHF Luxe S.A.	82274
Béopar S.A.	82305	Magical S.A.	82282
Betulla Invest S.A.	82275	Morgan Stanley Galaxy Fund	82296
Calgis Invest S.A.	82277	Multilux Media S.A.	82307
Cheyne Deutsche Fond I S.à r.l.	82309	Nautic-Transport S.A.	82303
Citylux S.A.	82274	Noble Holding Europe S.à r.l.	82320
Colmar Schwoerer S.à r.l.	82301	NTC-Europe S.A.	82320
CP-BK Reinsurance S.A.	82302	Omnium de Finance	82305
DWS Vermögensmandat	82297	Orfeuilles S.A.	82281
DWS Vermögensmandat	82297	Paro S.A.	82278
Edeka International S.A.	82306	Patrimoine Invest	82280
FEVO Alternative Equity SICAV - FIS ...	82283	Poya Investissements S.A.	82300
Finanziaria Regina S.A.	82275	ProLogis UK Management S.à r.l.	82301
Future Invest Holding S.A.	82282	PWM Vermögensfondsmandat - DWS ...	82280
Goya S.A.	82309	QOA Holding	82308
Happy Visibilia S.A.	82305	Rail System S.A.	82304
HC - HAIG	82296	R.E. TBO S.A.	82308
HC - HAIG	82297	R.E. TBO S.A.	82308
I.B.M.S. - International Business and Management Services S.A.	82279	R.E. TBO S.A.	82308
I.B.S. Compta S.A.	82302	R I P A Electric s. à r. l.	82298
Industrial Software Development S.A. ...	82303	Romsee S.A.	82302
Industrial Software Development S.A. ...	82303	Rosny S.A.	82282
Infor Global Solutions TopCo II	82291	Rosslau City Centre S.à r.l.	82311
International Marketing Investment Group S.A.	82276	Scontofin S.A.	82296
Interpolis Luxembourg S.A.	82303	Scontofin S.A.	82291
Isline Holding S.A.	82276	Tessin S.A.	82320
Ixode Investments S.A.	82306	Tiscali Finance S.A.	82274
Kira S.A.	82278	Torrus Funds	82298
		UNM Intermediate Holdings S.à r.l.	82293

LVHF Luxe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 86.570.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

du 3 septembre 2007 à 10.00 heures au siège de la société, pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Nomination de trois nouveaux administrateurs,
2. Nomination d'un Commissaire aux Comptes,
3. Fixation du siège social de la société,
4. Divers.

Pour assister ou pour se faire représenter par un mandataire à l'assemblée générale ordinaire, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions ou un certificat de blocage, émis par une banque attestant la propriété effective des actions, ainsi que, le cas échéant, la procuration y afférente, trois jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale ordinaire au siège de la société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007085775/717/19.

Tiscali Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 76.406.

Notice is hereby given that an

ORDINARY GENERAL MEETING

of the Shareholders of the Company will be held at the registered office in Luxembourg, 3, rue de la Chapelle, on August 30th, 2007 at 10.00 a.m. with the following

Agenda:

1. Submission of the reports of the Board of Directors and of the Statutory Auditor.
2. Approval of the Balance Sheet, the Profit and Loss Account, and the allocation of these results as per December 31st, 2006.
3. Discharge to the Directors and the Statutory Auditor.
4. Question of the dissolution of the Company in accordance with article 100 of the amended Law August 10th, 1915 on Commercial Companies.
5. Miscellaneous.

For the Company.

Référence de publication: 2007085776/317/19.

Citylux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 24.691.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 3 septembre 2007 à 16.30 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 30 juin 2007;
- Affectation du résultat au 30 juin 2007;
- Quitus aux Administrateurs et au Commissaire;
- Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007085876/16.

Finanziaria Regina S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 18, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 51.876.

Le Conseil d'administration à l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 1^{er} septembre 2007 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Vente de participation VILLA D'ESTE SpA,
2. Délibérations inhérentes et conséquentes,
3. Attribution de pouvoirs,
4. Divers.

Luxembourg, le 3 août 2007.

P. Nodari

Président du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2007085872/1142/17.

Lux Foods S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 10.770.

L'assemblée n'ayant pu valablement délibérer à la date du 25 avril 2007, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 7 septembre 2007 à 11.00 heures au 23, avenue de la Porte-Neuve à Luxembourg, avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007085875/755/20.

Betulla Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 67.124.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 4 septembre 2007 à 9.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2006.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007085945/29/17.

Arras Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.
R.C.S. Luxembourg B 29.306.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires de la société anonyme ARRAS HOLDING S.A., prédésignée, sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

de ladite société anonyme qui se tiendra exceptionnellement le jeudi 30 août 2007 à 15.00 heures au siège social sis à L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Rapport de gestion et rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels au 31 décembre 2005,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2005,
- Allocation du résultat pour la période s'achevant le 31 décembre 2005,
- Quitus aux administrateurs,
- Quitus au commissaire aux comptes,
- Pouvoirs à donner,
- Questions diverses.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007085877/7430/20.

Isline Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 25.443.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE REPORTEE

qui aura lieu le 31 août 2007 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire,
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2005 et 2006,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire,
4. Acceptation de la démission d'Administrateurs et nomination de leurs remplaçants,
5. Décharge spéciale aux Administrateurs démissionnaires pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date de leur démission,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007085939/795/18.

International Marketing Investment Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 86.986.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le lundi 3 septembre 2007 à 14.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement et/ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007085942/1267/16.

"Lux-Portfolio" Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.
R.C.S. Luxembourg B 66.907.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, Luxembourg, à Luxembourg, 1, rue Zithe, le 5 septembre 2007 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Recevoir le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 30 juin 2007.
2. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2007; affectation des résultats.
3. Donner quitus aux Administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises.
6. Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés moyennant procuration à l'Assemblée Générale devront en aviser la Société et déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets d'un des agents payeurs ci-après:

Pour le Luxembourg:

- BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, Luxembourg
- BANQUE RAIFFEISEN S.C.
- FORTUNA BANQUE S.C.

Pour l'Allemagne:

- DEUTSCHE BANK AG, Taunusanlage 12, D-60325 Frankfurt am Main

Les propriétaires d'actions nominatives inscrits au registre des actionnaires en nom à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent aucun quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007085938/755/33.

Calgis Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 85.839.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

POSTPONED GENERAL MEETING

which will be held on *August 31, 2007* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor,
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2005 and 2006,
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor,
4. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007085940/795/15.

Kira S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 91.615.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le lundi 3 septembre 2007 à 12.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert de siège.
2. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007085941/1267/13.

Argolin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 48.451.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le lundi 3 septembre 2007 à 11.30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert de siège.
2. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007085943/1267/13.

Paro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 45.366.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le vendredi 31 août 2007 à 15.00 heures au siège de la société avec pour

Ordre du jour:

1. Présentation et discussion des rapports du conseil d'administration, et du commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2006;
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2006;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge à donner aux organes de la société;
5. Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Comme la première Assemblée pour le 3 août 2007 avec le même ordre du jour n'a pas pu délibérer valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, cette deuxième Assemblée prendra les décisions à la majorité des actions présentes ou représentées.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007085946/832/22.

Lux-Sectors Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.
R.C.S. Luxembourg B 70.257.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, Luxembourg, à Luxembourg, 1, rue Zithe, le 12 septembre 2007 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Recevoir le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 30 juin 2007.
2. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2007; affectation des résultats.
3. Donner quitus aux Administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises.
6. Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés moyennant procuration à l'Assemblée Générale devront en aviser la Société et déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets d'un des agents payeurs ci-après:

Pour le Luxembourg:

- BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, Luxembourg
- BANQUE RAIFFEISEN S.C.
- FORTUNA BANQUE S.C.

Pour l'Allemagne:

- DEUTSCHE BANK AG, Taunusanlage 12, D-60325 Frankfurt am Main.

Les propriétaires d'actions nominatives inscrits au registre des actionnaires en nom à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent aucun quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007085944/755/33.

Action Oil Luxembourg Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 21.093.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 13 septembre 2007 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et compte de profits et pertes et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007085947/1031/15.

I.B.M.S. - International Business and Management Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.

R.C.S. Luxembourg B 100.719.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 3-5, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, le 24 août 2007 à 9.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2006,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007081433/833/18.

Patrimoine Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 43.209.

En raison d'un quorum insuffisant, l'assemblée générale extraordinaire convoquée le 12 juillet 2007 n'a pas pu se prononcer valablement sur les points à l'ordre du jour. Par conséquent, les actionnaires sont invités par la présente à assister à une nouvelle

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

organisée dans les bureaux de CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg le 6 septembre 2007 à 11.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modifier le titre et le premier article des Statuts pour y intégrer la nouvelle dénomination de la Société: CAAM INVEST.
2. Adopter comme date d'entrée en vigueur de cette première résolution le 10 septembre 2007.

Le projet de texte révisé des Statuts est disponible sur demande auprès du siège de la Société.

Si vous ne pouvez participer en personne à l'assemblée, un formulaire de procuration au bénéfice d'une autre personne identifiée peut être obtenu au siège social de la société de gestion ou des représentants locaux.

Les procurations devront être envoyées à CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., 5 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (Fax: +352 / 47 67 37 81), au plus tard deux jours avant la tenue de l'assemblée générale extraordinaire.

Les actionnaires sont informés que les délibérations de l'assemblée ne requièrent aucun quorum et qu'une majorité des deux tiers des actions présentes ou représentées lors de l'assemblée et participant au vote est requise pour l'adoption des résolutions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007076213/755/26.

PWM Vermögensfondsmandat - DWS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 113.387.

Hiermit werden alle Anteilhaber der PWM VERMÖGENSFONDSMANDAT - DWS SICAV zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GESELLSCHAFTERVERSAMMLUNG

am 23. August 2007 um 10.00 Uhr am Gesellschaftssitz 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxemburg eingeladen.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Beschluss über die Ergänzung der Nr. 2 des Artikels 1 «Die Gesellschaft» der Satzung der Investmentgesellschaft um folgenden Satz:
«Im Verhältnis zu Dritten haften die Vermögenswerte eines Teilfonds lediglich für die Verbindlichkeiten und Zahlungsverpflichtungen, die diesen Teilfonds betreffen.»
2. Beschluss über die Ergänzung des Artikels 9 «Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik» der Satzung der Investmentgesellschaft um folgenden Satz:

«Sofern für einen Teilfonds nicht anders vorgesehen, kann ein Teilfonds höchstens 10% seines Netto-Teilfondsvermögens in Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere und/oder Organismen für gemeinsame Anlage anlegen.»

3. Beschluss über die Ergänzung der Nr. 1 und Nr. 2 des Artikels 10 «Gesellschaftsanteile» der Satzung der Investmentgesellschaft um folgende Passagen:
Nr. 1:
«Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Anteilhaber pro Anteil an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Gesellschaft die Ausübung der mit dem Anteilbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Gesellschaft vertritt.
Die Gesellschaft kann Anteilbruchteile ausgeben. Sofern Anteilbruchteile ausgegeben werden, enthält das Verkaufsprospekt konkrete Angaben mit wie vielen Dezimalstellen eine Ausgabe von Bruchteilen erfolgt.»
Nr. 2:
«Anteilbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Gesellschaft auf einer pro rata-Basis.»
4. Beschluss über die Änderung der Nr. 10 d) des Artikels 12 «Anteilwertberechnung» der Satzung der Investmentgesellschaft wie folgt:
«Wenn ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Teilfonds zuzuordnen ist, so wird dieser Vermögenswert bzw. diese Verbindlichkeit allen Teilfonds im Verhältnis des Nettovermögens der entsprechenden Teilfonds oder in einer anderen Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeteilt, wobei die Gesellschaft als Ganzes Dritten gegenüber nicht für Verbindlichkeiten einzelner Teilfonds haftet;»
5. Beschluss über das Ersetzen des Begriffs «Depotbank» durch «Gesellschaft oder eine von der Gesellschaft benannte Stelle» in Nr. 3 des Artikels 14 «Rücknahme von Anteilen» der Satzung der Investmentgesellschaft.
6. Beschluss über die Änderung der Nr. 2 des Artikels 16 «Gründung, Schließung und Verschmelzung von Teilfonds bzw. Anteilklassen» dahingehend, dass nicht mehr auf Artikel 13 und 14 der Satzung verwiesen wird, sondern auf Artikel 14 und 15.
7. Verschiedenes.

Die Punkte der Tagesordnung der außerordentlichen Generalversammlung verlangen ein Anwesenheitsquorum von 50% der ausgegebenen Anteile sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Anteile. Im Falle, in dem anlässlich der außerordentlichen Generalversammlung das o.g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts einberufen, um über die auf der o.a. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Anteile getroffen.

Zur Teilnahme an der außerordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Anteilhaber berechtigt, die bis spätestens 16. August 2007 die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Anteile bis zur Beendigung der Hauptversammlung gesperrt gehalten werden. Anteilhaber können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Luxemburg, im August 2007.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2007081113/1352/58.

Orfeuilles S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 90.652.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 23 août 2007 à 13.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2006.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Démission de la société anonyme MONTEREY SERVICES S.A. et de la société à responsabilité limitée UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES S.à r.l. de leur mandat d'administrateur et décharge.

6. Nomination de Monsieur Gérard Birchen, administrateur de sociétés, né à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 décembre 1961, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte et de Monsieur Sinan Sar, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 5 juin 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateurs jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2008.
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007081435/29/24.

Rosny S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 34.826.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 23 août 2007 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2007, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2007.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007082859/1023/17.

Future Invest Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 47.499.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 23 août 2007 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2007, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2007.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 sur la législation des sociétés.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007082864/1023/17.

Magical S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 34.821.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 23 août 2007 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2007, et affectation du résultat.

3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2007.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007082865/1023/17.

FEVO Alternative Equity SICAV - FIS, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 129.750.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendundsieben, am zwölften Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

FIDOR AG, Aktiengesellschaft, mit Sitz in Theatinerstraße 46, D-80333 München

hier vertreten durch Herrn Marce Bartnik, Rechtsanwalt, beruflich wohnhaft in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch den Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleibt diesem Dokument beigelegt, um mit demselben einregistriert zu werden.

Der Erschienene hat in Ausführung seiner Vertretungsbefugnis den Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Name. Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital («société d'investissement à capital variable») unter dem Namen FEVO ALTERNATIVE EQUITY SICAV - FIS (die «Gesellschaft»).

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort des Großherzogtums sowie im Ausland gegründet werden.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage in das Ausland verlagert werden. Solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben. Die Gesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft beginnt mit der notariellen Beurkundung dieser Satzung. Die Laufzeit der Gesellschaft endet grundsätzlich am 31. Dezember 2017. Die Generalversammlung kann unter Einhaltung eines Anwesenheitsquorums von mindestens der Hälfte des Gesellschaftskapitals und einer Mehrheit von mindestens drei Viertel der abgegebenen Stimmen entscheiden, die Laufzeit der Gesellschaft dreimal um jeweils ein Jahr zu verlängern.

Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft besteht in der Erwirtschaftung einer möglichst hohen Jahresrendite für die Investoren sowie in der Generierung laufender Erträge durch die Anlage ihres Vermögens in zulässige Vermögenswerte mit dem Zweck, die Anlagerisiken zu streuen und ihren Aktionären die Ergebnisse ihres Vermögens zugute kommen zu lassen. Die Grundsätze der Anlagepolitik sind in Artikel 19 festgelegt.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, die sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (im folgenden «Gesetz von 2007» genannt).

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und wird zu jeder Zeit dem Gesamtwert des Netto-Gesellschaftsvermögens gemäß nachfolgendem Artikel 11 entsprechen. Das Gesellschaftskapital wird in Euro ausgedrückt. Das Mindestkapital hat sich zu jedem Zeitpunkt auf eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- Euro) zu belaufen. Das Gründungskapital beträgt 40.000,- Euro (vierzigtausend Euro) und ist in 4 (vier) Aktien ohne Nennwert eingeteilt. Das Mindestgesellschaftskapital muss innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen (OGA) nach Luxemburger Recht erreicht werden.

Die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe der Aktien werden gemäß den Bestimmungen des Verkaufsprospektes der Gesellschaft in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt, entsprechend der durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagepolitik und unter Beachtung der gesetzlich festgelegten oder durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagengrenzen.

Art. 6. Veränderungen des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital entspricht zu jeder Zeit der Gesamtheit des Nettovermögens der Gesellschaft (im folgenden «Gesamtnettovermögen» genannt). Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch die Gesellschaft oder des Rückkaufs von Aktien durch die Gesellschaft erhöhen oder vermindern.

Art. 7. Namensaktien und Aktienzertifikate. Aktien der Gesellschaft werden ausschließlich als Namensaktien ausgegeben.

Für diese Namensaktien wird ein Aktionärsregister am Firmensitz der Gesellschaft geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie ggf. das Datum der Übertragung jeder Aktie. Die Eintragung im Aktionärsregister wird durch eine oder mehrere vom Verwaltungsrat bestimmte Person(en) unterzeichnet.

Aktienzertifikate zu Namensaktien werden lediglich auf Antrag und Kosten des Aktionärs ausgestellt. Es wird dem Aktionär jedoch immer eine Bestätigung der Eintragung im Aktionärsregister zugestellt. Beantragte Aktienzertifikate werden binnen eines Monats nach Zeichnung ausgestellt, vorausgesetzt, dass alle Zahlungen der gezeichneten Aktien eingegangen sind. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Eine der beiden Unterschriften kann durch eine Person erfolgen, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat bevollmächtigt wurde.

Um zu gewährleisten, dass die Aktionäre der Gesellschaft zu jeder Zeit den Anforderungen des Gesetzes von 2007 entsprechen (der Käufer kann nur ein sachkundiger Anleger im Sinne des genannten Gesetzes sein) und dass der Käufer voll und ganz die restlichen Verpflichtungen gegenüber der Gesellschaft übernimmt, benötigen Übertragungen von Aktien der vorherigen Zustimmung des Verwaltungsrates.

Falls ein Aktionär Aktien der Gesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 sein.

Die Übertragung einer Namensaktie wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktionärsregister eingetragen, datiert und durch den Käufer, den Veräußerer oder durch sonstige hierzu vertretungsberechtigte Personen unterschrieben wird, sowie durch Einreichung des Aktienzertifikates, falls ausgegeben, durchgeführt. Die Gesellschaft kann auch andere Urkunden akzeptieren, die in ausreichender Weise die Übertragung belegen.

Jeder Inhaber von Namensaktien muss der Gesellschaft seine Adresse zwecks Eintragung im Aktionärsregister mitteilen. Weicht diese von der Adresse seiner Administration ab, kann er zusätzlich eine Versandadresse benennen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft zugunsten von Inhabern von Namensaktien können rechtsverbindlich an die entsprechende Adresse gesandt werden. Der Aktionär kann jederzeit schriftlich bei der Gesellschaft die Änderungen seiner Adresse im Register beantragen.

Sofern ein Aktionär keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktionärsregister eingetragen wird. Die Adresse des Aktionärs wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft sein, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt.

Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und die Zahlung eingegangen ist.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Gesellschaft die Ausübung der mit dem Aktienbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angeeignet wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalzahl ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Gesellschaft auf einer pro-rata Basis.

Art. 8. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten. Kann ein Aktionär gegenüber der Gesellschaft in überzeugender Form nachweisen, dass ein Aktienzertifikat über eine ihm gehörende Aktie abhanden gekommen oder zerstört worden ist, wird die Gesellschaft auf seinen Antrag ein Ersatzzertifikat ausgeben. Diese Ausgabe unterliegt den von der Gesellschaft aufgestellten Bedingungen, mit inbegriffen eine Entschädigung, eine Urkundenüberprüfung oder Urkundenforderung, die durch eine Bank, einen Börsenmakler oder eine andere Partei zur Zufriedenheit der Gesellschaft unterschrieben sein muss. Mit der Ausgabe eines neuen Aktienzertifikates, auf dem vermerkt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, verliert das Originalzertifikat jede Gültigkeit.

Verstümmelte oder beschädigte Aktienzertifikate können durch die Gesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die verstümmelten oder beschädigten Aktienzertifikate sind an die Gesellschaft zurückzugeben und werden von derselben sofort für ungültig erklärt.

Die Gesellschaft ist nach eigenem Ermessen berechtigt, vom Aktionär Ersatz in angemessener Höhe für solche Kosten zu verlangen, die durch die Ausgabe und Eintragung eines neuen Aktienzertifikates oder durch die Annullierung und Zerstörung des Originalaktienzertifikates entstanden sind.

Art. 9. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien. Aktien an der Gesellschaft sind sachkundigen Anlegern im Sinne des Gesetzes von 2007 vorbehalten. Des weiteren kann die Gesellschaft nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte sachkundige Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Aktieninhaber oder der Gesellschaft geht; oder
- einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder

- bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird; oder

- den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

a) die Ausgabe von Aktien oder deren Umschreibung im Aktionärsregister verweigern, wenn es offenkundig ist, dass diese Ausgabe oder Umschreibung zur Folge haben würde, den Aktienbesitz auf eine andere Person zu übertragen, die nicht berechtigt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen,

b) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die - für sie offenkundig - von einer Person, der es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, entweder allein oder zusammen mit anderen Personen gehalten werden,

c) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die - für sie offenkundig - von einer oder mehreren Personen zu einem solchen Anteil gehalten werden, der die Anwendbarkeit der Steuergesetze oder sonstige Gesetze anderer Länder als Luxemburg zur Folge hat.

In den Fällen b) und c) wird folgendes Verfahren angewandt:

i. Die Gesellschaft wird dem Aktionär, der die Aktien besitzt, eine Benachrichtigung (im folgenden «Rückkaufsbenachrichtigung» genannt) zusenden. Die Rückkaufsbenachrichtigung gibt die zurückzukaufenden Aktien, den zu bezahlenden Rückkaufspreis und den Ort, wo dieser Preis zu bezahlen ist, an. Die Rückkaufsbenachrichtigung kann dem Aktionär durch Einschreibebrief an seine benannte Versandadresse oder an die im Aktienregister eingetragene Adresse zugesandt werden. Der betroffene Aktionär ist verpflichtet, der Gesellschaft ohne Verzögerung das oder die Zertifikate zurückzugeben, die die in der Rückkaufsbenachrichtigung aufgeführten Aktien verkörpern. Mit Büroschluss des in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Tages ist der Aktionär nicht mehr Besitzer der in der Rückkaufsbenachrichtigung aufgeführten Aktien. Die Aktienzertifikate, die die entsprechenden Aktien verkörpern, werden annulliert.

ii. Der Preis, zu dem die in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Aktien zurückgekauft werden (im folgenden «Rückkaufspreis» genannt), entspricht dem Nettovermögenswert der ausgegeben Aktien, so wie dieser am Tag der Rückkaufsbenachrichtigung gemäß Artikel 11 der vorliegenden Satzung festgesetzt wird.

iii. Der Rückkaufspreis wird dem Besitzer dieser Aktien durch die Gesellschaft bei einer in Luxemburg oder anderswo ansässigen Bank, welche in der Rückkaufsbenachrichtigung angegeben wurde, hinterlegt. Diese Bank wird den Rückkaufspreis dem betroffenen Aktionär gegen Rückgabe der eventuell ausgegeben Aktienzertifikate, die die in der Rückkaufsbenachrichtigung aufgeführten Aktien verkörpern, auszahlen. Nach Hinterlegung des Rückkaufspreises gemäß diesen Bedingungen, können Personen, die an den in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Aktien interessiert sind, keine Ansprüche auf diese Aktien geltend machen oder rechtliche Schritte gegen die Gesellschaft unternehmen. Hiervon ausgenommen ist das Recht des sich als rechtmäßiger Besitzer der Aktien ausweisenden Aktionärs, den hinterlegten Rückkaufspreis gegen Rückgabe des oder der eventuell ausgegebenen Aktienzertifikate, wie zuvor erläutert, ausgezahlt zu bekommen.

iv. Unter der Bedingung, dass die Gesellschaft in gutem Glauben ist, kann sie die ihr in diesem Artikel zugestandenen Befugnisse auch dann ausüben, wenn nicht eindeutig nachweisbar ist, in wessen Besitz sich die Aktien befinden.

d.) bei Aktionärsversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

Art. 10. Ausgabe, Rückkauf und Umtausch von Aktien. Die Summe der von den Investoren in den Zeichnungsvereinbarungen eingegangenen Verpflichtungen ergibt das maximale Zeichnungskapital der Gesellschaft. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft ist ermächtigt, bis zu diesem verpflichteten Zeichnungskapital zu jeder Zeit neue Aktien an sachkundige Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 auszugeben. Zeichnungen werden am Sitz der Gesellschaft oder am Sitz der von der Gesellschaft benannten Institutionen entgegengenommen.

Zur Gültigkeit der Neuzeichnung der Aktien ist erforderlich, dass diese voll eingezahlt sind. Neu ausgegebene Aktien haben dieselben Rechte wie die Aktien, die am Tage der Aktienaussgabe in Umlauf waren.

Die Zahlung des für die jeweils auszugebenden Aktien zu entrichtenden Betrages wird durch schriftliche Aufforderung des Verwaltungsrates innerhalb der im Aufforderungsschreiben genannten Frist zur Zahlung fällig.

Leistet ein Aktionär die Zahlung nicht bei Fälligkeit, kommt er ohne das Erfordernis einer Mahnung ab Fälligkeit in Verzug. Unbeschadet sonstiger gesetzlicher Rechtsfolgen schuldet der säumige Aktionär für die Dauer des Verzugs Verzugszinsen in Höhe von 4% p.a. über dem Euro-Libor für 3-Monats-Gelder.

Leistet ein Aktionär auf eine nach Eintritt des Verzuges abgesandte schriftliche Zahlungsaufforderung innerhalb einer Frist von vier Wochen nicht den rückständigen Betrag zuzüglich aufgelaufener Verzugszinsen, können die Aktien durch schriftliche Erklärung der Gesellschaft gemäß dem in Artikel 9 dieser Satzung beschriebenen Verfahren eingezogen werden. In diesem Falle schuldet die Gesellschaft als Abfindung 50% des Nettovermögenswertes der bis dahin geleisteten Zahlungen gemindert um bereits erfolgte Ausschüttungen, höchstens jedoch den Nettovermögenswert der Aktien. Die Abfindung reduziert sich um einen etwaigen weitergehenden Schaden der Gesellschaft, z. B. aus eingetretenem Verzug der Gesellschaft mit eingegangenen Zahlungsverpflichtungen gegenüber den Mezzanine Beteiligungsgesellschaften. Die Abfindung wird pro rata zu den von der Gesellschaft an die anderen Aktionäre vorgenommenen Ausschüttungen gezahlt, jedoch frühestens dann, wenn feststeht, dass kein derartiger Schaden entstanden ist. Die Ausschüttungen werden nicht verzinst; ein Anspruch auf die Stellung von Sicherheiten besteht nicht.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Aktien auszusetzen. Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Aktienaussgabe limitieren. Nach der Erstemission im Rahmen der im Verkaufsprospekt beschriebenen Zeichnungsperioden erfolgt die Ausgabe von Aktien zum Nettovermögenswert gemäß Artikel 11 der vorliegenden Satzung.

Die Rücknahme aller oder eines Teils der Aktien eines Aktionärs auf einseitige Anfrage des Aktionärs ist nicht vorgesehen.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann jedoch beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile der Gesellschaft zurückzukaufen, um auf die Weise den Erlös aus dem Verkauf von Vermögenswerten der Gesellschaft an die Aktionäre auszuzahlen. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Aktionäre und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital der Gesellschaft. Der Verwaltungsrat wird den registrierten Aktionären die Entscheidung zum Rückkauf per Post mitteilen und die Aktionäre informieren über Anzahl der Aktien sowie die Berechnung des Rücknahmepreises. Der Rücknahmepreis entspricht dem Nettovermögenswert am Tag der Rücknahme. Die von der Gesellschaft zurückgekauften Aktien des Kapitals werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig Bankarbeitstage nach dem letzten Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt.

Art. 11. Nettovermögenswert. Der Nettovermögenswert der Aktien an der Gesellschaft wird am 30. Juni und 31. Dezember eines jeden Jahres berechnet.

Zusätzlich wird an jedem sonstigen Tag, an welchem eine Ausgabe von Aktien erfolgt, eine Bewertung des Gesellschaftsvermögens vorgenommen.

Jeder Tag, an dem der Nettovermögenswert der Aktien berechnet wird, wird in der vorliegenden Satzung als «Bewertungstag» bezeichnet.

Der Nettovermögenswert pro Aktie wird in Euro ausgedrückt und wird für jede Aktie der Gesellschaft dadurch bestimmt, dass das Nettovermögen, d.h. die Summe der Aktiva minus der Verbindlichkeiten, durch die Zahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien geteilt wird. Der Nettovermögenswert der Aktie wird auf die zweite Dezimalzahl abgerundet.

Im Falle von Dividendenzahlungen, Aktienaussgaben und -rückkäufen wird das Nettovermögen der Gesellschaft wie folgt angepasst:

- falls eine Dividende je Aktie ausgezahlt wird, verringert sich der Nettovermögenswert der Gesellschaft um den Betrag der Dividendenausschüttung;
- falls Aktien ausgegeben oder zurückgekauft werden, erhöht oder vermindert sich das Nettovermögen der Gesellschaft um den erhaltenen oder eingezahlten Betrag.

Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten:

- alle flüssigen Mittel einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- alle ausstehenden Forderungen einschließlich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften, aber noch nicht gelieferten Vermögenswerten;
- alle Vermögenswerte, die von der Gesellschaft gehalten werden oder zu ihren Gunsten erworben wurden;
- sämtliche sonstigen Vermögenswerte einschließlich im Voraus bezahlter Ausgaben.

Die Aktiva der Gesellschaft werden nach folgenden Regeln bewertet:

- Der Wert der Wertpapiere der finanzierten Unternehmen wird an Hand des Marktwertes oder, sofern dies nicht möglich ist anhand der letzten der Gesellschaft zur Verfügung stehenden Berichte der Verwalter der finanzierten Unternehmen und gemäß den Richtlinien der jeweiligen nationalen Venture Capital oder Private Equity Verbände bestimmt.
- Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagezertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.
- Andere Vermögenswerte werden mit dem jeweiligen Marktwert bewertet

Erweist sich auf Grund besonderer Umstände eine Bewertung nach Maßgabe der vorstehenden Regeln als undurchführbar oder ungenau, ist die Gesellschaft berechtigt, andere allgemein anerkannte und überprüfbare Bewertungskriterien anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Nettovermögens zu erzielen.

Der Wert der Anteile an finanzierten Unternehmen, welche nicht in Euro ausgedrückt sind, wird zum Fremdwährungskurs am Tag des Erwerbs in Euro umgerechnet. Der Nettovermögenswert der Gesellschaft ist an jedem Bankarbeitstag am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- sämtliche Kredite und Forderungen gegen die Gesellschaft;
- angefallene und zu zahlende Kosten (einschließlich Kosten für die zentrale Verwaltungsstelle, Beratungs- und Anlageraterkosten, Kosten für die Depotbank);
- sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverpflichtungen aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden der Gesellschaft,

- vom Verwaltungsrat genehmigte und angenommene Verpflichtungen der Gesellschaft;
- sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Falls Anlagen der Gesellschaft gemäß Artikel 19 dieser Satzung sowie gemäß den Bestimmungen des Verkaufsprospekts über hundertprozentige Tochtergesellschaften erfolgen, wird in der Buchhaltung der Gesellschaft unmittelbar auf den Wert der von den Tochtergesellschaften gehaltenen Vermögenswerte, abzüglich der Kosten der Tochtergesellschaften abgestellt. Die Bewertung der von den Tochtergesellschaften gehaltenen Vermögenswerte erfolgt nach den vorstehend ausgeführten Regelungen.

Art. 12. Aussetzung der Berechnung des Nettovermögenswertes. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswertes der Aktien in den folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Ereignissen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Gesellschaft fallen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen unmöglich wird, ohne die Interessen der Aktionäre schwerwiegend zu beeinträchtigen;
- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindung oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens nicht bestimmt werden kann;
- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung der Gesellschaft verhindern;
- wenn eine Generalversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Gesellschaft zu liquidieren.

Die Aussetzung der Berechnung des Nettovermögenswertes wird den Aktionären per Post an die im Aktionärsregister eingetragene Adresse mitgeteilt.

Art. 13. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionär an der Gesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Dauer von höchstens sechs Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären im Rahmen der Generalversammlung gewählt; die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die fehlende Stelle zeitweilig ausfüllen; die Aktionäre werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

Art. 14. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 19 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Art. 15. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Die Gesellschaft kann, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien an der Gesellschaft beschrieben, einen Anlageberatungsvertrag mit einer oder mehreren Gesellschaft(en) («Anlageberater») abschließen, welche im Hinblick auf die Anlagepolitik gemäß Artikel 19 dieser Satzung der Gesellschaft Empfehlungen geben und diese beraten soll(en).

Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunden übertragen.

Art. 16. Verwaltungsratssitzung. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Der erste Vorsitzende kann durch die Generalversammlung ernannt werden. Der Verwaltungsrat kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens 14 Tage vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommuni-

kationsmittel verzichtet werden. Eine Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder eine andere Person vertreten lassen. Ein einziges Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telephonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweiszwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Art. 17. Zeichnungsbefugnis. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

Art. 18. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 19. Anlagepolitik. Die Vermögenswerte der Gesellschaft werden nach dem Grundsatz der Risikostreuung in Wertpapieren und anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt, unter Berücksichtigung der Anlageziele und Anlagegrenzen der Gesellschaft, wie sie in dem von der Gesellschaft herausgegebenen Verkaufsprospekt und der vorliegenden Satzung beschrieben werden, sowie unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes von 2007. Die betreffenden Beteiligungen können entweder direkt oder über Tochtergesellschaften gehalten werden.

Die Gesellschaft kann überschüssige Liquidität bis zur endgültigen Verwendung in Sichteinlagen bei Kreditinstituten anlegen.

Die Gesellschaft kann in Höhe von bis zu 20% ihres Nettovermögens Kredite aufnehmen.

Die Beteiligungen der Gesellschaft können von einem Treuhänder der Gesellschaft im Namen des Treuhänders, aber auf Rechnung der Gesellschaft erworben und gehalten werden.

Art. 20. Generalversammlung. Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in Luxemburg-Stadt an einem in der Einladung angegebenen Ort am zweiten Mittwoch des Monats Juni um 14.00 Uhr abgehalten.

Wenn dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Aktionäre treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensanteilen an dessen im Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensaktien muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die

Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Wenn sämtliche Aktien als Namensaktien ausgegeben werden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Aktionäre ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten).

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 21. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit der HAUCK & AUFHÄUSER BANQUIERS LUXEMBOURG S.A., einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor («Depotbank») abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist.

Sowohl die Depotbank als auch die Gesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 22. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 23. Geschäftsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres. Das erste Geschäftsjahr endet am 31. Dezember 2007.

Der Jahresabschluss der Gesellschaft wird in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d.h. in Euro, aufgestellt.

Art. 24. Ausschüttungen. Die Verwendung des jährlichen Ertrages wird von der Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates festgelegt.

Die Ausschüttung von Netto-Erträgen aus den Anlagen kann unabhängig von realisierten oder unrealisierten Kapitalverlusten oder -gewinnen erfolgen. Die Gesellschaft schüttet freie Liquidität so bald als möglich nach deren Vereinnahmung aus. Bei der Bestimmung des auszuschüttenden Betrages ist auf eine angemessene Liquiditätsreserve zur Bestreitung der Kosten und Ausgaben der Gesellschaft zu achten.

Der Verwaltungsrat kann Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen. Der Beschluss über die Zwischenausschüttungen bedarf keiner Beschlussfassung der Gesellschafterversammlung.

Die Zahlung von Ausschüttungen an die Inhaber von Namensaktien erfolgt an die im Aktionärsregister hinterlegte Bankverbindung.

Ausschüttungen werden in Euro zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausgezahlt, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Art. 25. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des für Satzungsänderungen erforderlichen Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 27 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Generalversammlung vertretenen Aktien entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des weiteren der Generalversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt. In diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Quorumfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Anteile halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Netto-Gesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

Art. 26. Liquidierung. Die Liquidierung wird durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung, die auch über ihre Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet, ernannt werden.

Art. 27. Änderungen der Satzung. Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Quorumserfordernissen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaft einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen (das «Gesetz von 1915») unterliegt, geändert werden. Abweichend von den Mehrheitserfordernissen des Gesetzes von 1915 kann die Satzung nur durch die Entscheidung einer Generalversammlung mit einer Mehrheit von wenigstens drei Vierteln der abgegebenen Stimmen geändert werden.

Art. 28. Interessenkonflikte. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellter dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an den Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet.

«Entgegengesetztes Interesse» entsprechend der vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfaßt, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen benannt werden.

Art. 29. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz von 2007 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

FIDOR AG, vorgenannt, zeichnet vier (4) Aktien zum Gegenwert von zehntausend Euro (Euro 10.000,-) pro Aktie.

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt vierzigtausend Euro (Euro 40.000,-). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungsversammlung der Gesellschaft

Oben angeführte Gründungsgesellschafter, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertreten, haben unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

- Matthias Kröner, Mitglied des Vorstandes, FIDOR AG, geboren am 7. November 1965 in München, beruflich ansässig in Theatinerstraße 46, D-80333 München

- Steffen Seeger, Mitglied des Vorstandes, FIDOR AG, geboren am 8. Februar 1959 in Berlin, beruflich ansässig in Theatinerstraße 46, D-80333 München

- Lothar Rafalski, Administrateur-Délégué, HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A., geboren am 29. November 1952 in Hamburg, beruflich ansässig in 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg

Lothar Rafalski wird zum Verwaltungsratsvorsitzenden ernannt.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2013.

II. Sitz der Gesellschaft ist 2, rue Heine, L-1720 Luxemburg.

III. Die erste ordentliche Gesellschafterversammlung wird am 11. Juni des Jahres 2008 stattfinden.

V. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

KPMG AUDIT S.à r.l., 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2008.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, welche dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt sind, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: M. Bartnik, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 13 juillet 2007. Relation: LAC/2007/18057. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Für gleichlautende Kopie, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxembourg, den 17. Juli 2007.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2007084759/242/463.

(070096198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2007.

Infor Global Solutions TopCo II, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 550.550,00.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 107.218.

En date du 14 juin 2007, l'Associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de nommer:

* Monsieur Jochen Berthold Kasper, né le 11 janvier 1968 à Saarlouis, Allemagne, avec adresse professionnelle au 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

* Monsieur Ilja Giani, née le 6 mai 1973 à Mainz, Allemagne, avec adresse professionnelle au 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;

- de révoquer Monsieur Brad Steiner en tant que gérant de la Société avec effet immédiat.

Depuis cette date, le Conseil de gérance de la Société est composé des personnes suivantes:

- Monsieur Jochen Berthold Kasper,
- Monsieur Grégory Giangjordano,
- Monsieur Ilja Giani.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2007.

INFOR GLOBAL SOLUTIONS TopCo II

Signature

Référence de publication: 2007085937/250/26.

Enregistré à Luxembourg, le 3 août 2007, réf. LSO-CH01284. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070105878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2007.

Scoutofin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 71.203.

L'an deux mille sept, le vingt-cinq juillet.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée SCOUTOFIN S.A. avec siège social à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, inscrite au R.C.S. Luxembourg Section B n° 71.203.

Ladite société a été constituée par acte reçu par le notaire soussigné, de résidence à Luxembourg-Ville, le 22 juillet 1999, publié au Mémorial C de 1999, page 39.157. Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois pour la conversion du capital en Euros, publiés au Mémorial C de 2002, page 80.370.

L'assemblée est présidée par M. Sandro Capuzzo, employé, Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Mlle Elisiana Pedone, employée, Luxembourg.

L'assemblée désigne comme scrutateur M. Simon Bodjanski, employé, Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter:

I) Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations paraphées ne varietur, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II) Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III) Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Réduction du capital social à concurrence de € 2.507.500,- (deux millions cinq cent sept mille cinq cents Euros), en vue de ramener le capital social souscrit actuel de € 2.582.500,- (deux millions cinq cent quatre-vingt-deux mille cinq cents Euros) à € 75.000,- (soixante-quinze mille Euros), sans annulation d'actions mais par la seule réduction de la valeur nominale des 5.000 (cinq mille) actions de € 516,50 (cinq cent seize Euros et cinquante Cents) à € 15,- (quinze Euros), et le remboursement aux actionnaires d'un montant de € 2.507.500,- (deux millions cinq cent sept mille cinq cents Euros) au prorata des actions détenues actuellement.

2. Réduction concomitante de la réserve légale à concurrence de € 144.431,34 (cent quarante-quatre mille quatre cent trente et un Euros et trente-quatre Cents) pour la porter de € 151.931,34 (cent cinquante et un mille neuf cent trente et un Euros et trente-quatre Cents) à € 7.500,- (sept mille cinq cents Euros) et ainsi la ramener à 10% (dix pour cent) du capital social souscrit et constitution subséquente d'une réserve d'un montant € 144.431,34 (cent quarante-quatre mille quatre cent trente et un Euros et trente-quatre Cents) dont il pourra être disposé librement dans les limites de l'article 69(3) de la Loi sur les sociétés.

3. Pouvoir au conseil d'administration de fixer les modalités de remboursement aux actionnaires.

4. Modification subséquente de l'article cinq (5) des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Art. 5. Le capital social est fixé à € 75.000,- (soixante-quinze mille Euros), représenté par 5.000 (cinq mille) actions d'une valeur nominale de € 15,- (quinze Euros) chacune, entièrement libérées.

Toutes les actions sont et resteront nominatives.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

5. Divers.

L'assemblée des actionnaires ayant approuvé les déclarations du président, et se considérant comme dûment constituée et convoquée, a délibéré et pris par vote unanime les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée des actionnaires décide de réduire le capital social à concurrence de € 2.507.500,- (deux millions cinq cent sept mille cinq cents Euros),

en vue de ramener le capital social souscrit actuel de € 2.582.500,- (deux millions cinq cent quatre-vingt-deux mille cinq cents Euros) à € 75.000,- (soixante-quinze mille Euros),

sans annulation d'actions mais par la seule réduction de la valeur nominale des 5.000 (cinq mille) actions de € 516,50 (Cinq cent seize Euros et cinquante Cents) à € 15,- (quinze Euros),

et le remboursement aux actionnaires d'un montant de € 2.507.500,- (deux millions cinq cent sept mille cinq cents Euros) au prorata des actions détenues actuellement.

Un remboursement ne pourra intervenir qu'en observant les prescriptions de l'article 69, 3^{ème} alinéa de la loi sur les sociétés.

Deuxième résolution

L'assemblée des actionnaires décide de réduire la réserve légale à concurrence € 144.431,34 (cent quarante-quatre mille quatre cent trente et un Euros et trente-quatre Cents) pour la porter de € 151.931,34 (cent cinquante et un mille neuf cent trente et un Euros et trente-quatre Cents) à € 7.500,- (sept mille cinq cents Euros) et ainsi la ramener à 10% (dix pour cent) du capital social souscrit,

et de constituer une réserve d'un montant € 144.431,34 (cent quarante-quatre mille quatre cent trente et un Euros et trente-quatre Cents) dont il pourra être disposé librement dans les limites de l'article 69(3) de la Loi sur les sociétés.

La preuve de l'existence du montant de € 151.931,34 (cent cinquante et un mille neuf cent trente et un Euros et trente-quatre Cents), comptabilisé sur le compte «réserve légale» a été rapportée au notaire instrumentaire au moyen des comptes annuels dûment approuvés par l'assemblée générale du 29 juin 2007.

Troisième résolution

A la suite de la résolution qui précède, pouvoir est donné au conseil d'administration en vue de fixer les modalités d'annulation des actions anciennes, et d'accomplir les autres actes en vue de la réalisation de la décision qui précède.

Quatrième résolution

L'assemblée des actionnaires décide, suite aux résolutions qui précèdent, de modifier en conséquence l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur nouvelle suivante:

Art. 5. Le capital social est fixé à € 75.000,- (soixante-quinze mille Euros), représenté par 5.000 (cinq mille) actions d'une valeur nominale de € 15,- (quinze Euros) chacune, entièrement libérées.

Toutes les actions sont et resteront nominatives.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus personne ne demandant la parole, le président lève la séance.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: S. Capuzzo, E. Pedone, S. Bodjanski, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juillet 2007, LAC/2007/20314. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 août 2007.

J. Delvaux.

Référence de publication: 2007084761/208/93.

(070105232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2007.

UNM Intermediate Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 87.733.

—
STATUTES

In the year two thousand and five, on the twenty-ninth day of the month of November.

Before Maître Joseph Elvinger, notary, residing at Luxembourg,

Was held an extraordinary general meeting of UNM INTERMEDIATE HOLDINGS S.à r.l. (the «Company»), a société à responsabilité limitée having its registered office at 17, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, registered in the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg, under number B 87.733, incorporated by deed of the undersigned notary Maître Joseph Elvinger, on 28th May 2002 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the «Mémorial») number 1233 of 22nd August 2002, amended for the last time by deed of the undersigned notary on 1st June 2004, published in the Mémorial number 943 of 22nd September 2004.

The meeting was presided by Mr Dennis Bosje, residing in Luxembourg.

There was appointed as secretary and as scrutineer Mr Paul de Haan, residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

1. The sole associate, CMP HOLDINGS S.à r.l. represented and the number of shares held by it is shown on an attendance list signed by the proxyholder, the chairman, the secretary and the scrutineer and the undersigned notary. The said list will be attached to this document to be filed with the registration authorities.

As it appears from said attendance list, all two million seven hundred forty-nine thousand eight hundred ninety-four (2,749,894) shares in issue are represented at the present general meeting so that the meeting can validly decide on all items of the agenda.

2. That the agenda of the meeting is as follows:

I. To record that the société à responsabilité limitée, having its registered office in Luxembourg, UNM INTERMEDIATE HOLDINGS S.à r.l., registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg, under number B 87.733, has been incorporated by deed enacted on 28th May 2002, published in the Mémorial number 1233 of 22nd August 2002, amended by deed enacted on 1st June 2004, published in the Mémorial number 943 of 22nd September 2004.

II. To record that the subscribed capital of the Company is presently of two hundred seventy-four million nine hundred eighty-nine thousand four hundred United States Dollars (USD 274,989,400.-), divided into two million seven hundred forty-nine thousand eight hundred ninety-four (2,749,894) shares of a par value of one hundred United States Dollars (USD 100.-) each.

III. To record that the sole associate declares to have full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the Company.

IV. To record that the sole associate decides explicitly to proceed with the dissolution of the Company.

V. To decide that the sole associate takes over all assets and assumes all the liabilities of the dissolved company and that the liquidation of the Company is completed without prejudice as it assumes all its liabilities.

VI. To decide that the register of associates of the dissolved company has been cancelled.

VII. To decide that the sole associate fully discharges the board of managers for the due performance of its duties up to this date.

VIII. To decide that the records and documents of the Company will be kept for a period of five years at the offices of the dissolved company.

Thereupon the sole associate resolved as follows:

First resolution

It is resolved to record that the société à responsabilité limitée, having its registered office in Luxembourg, UNM INTERMEDIATE HOLDINGS S.à r.l., registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg, under number B 87.733, has been incorporated by deed enacted on 28th May 2002, published in the Mémorial number 1233 of 22nd August 2002, amended by deed enacted on 1st June 2004, published in the Mémorial number 943 of 22nd September 2004.

Second resolution

It is resolved to record that the subscribed capital of the Company is presently of two hundred seventy-four million nine hundred eighty-nine thousand four hundred United States Dollars (USD 274,989,400.-), divided into two million seven hundred forty-nine thousand eight hundred ninety-four (2,749,894) shares of a par value of one hundred United States Dollars (USD 100.-) each.

Third resolution

It is resolved to record that the sole associate declares to have full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the Company.

Fourth resolution

It is resolved to record that the sole associate decides explicitly to proceed with the dissolution of the Company.

Fifth resolution

It is resolved that the sole associate takes over all assets and assumes all the liabilities of the dissolved Company and that the liquidation of the Company is completed without prejudice as it assumes all its liabilities.

Sixth resolution

It is resolved that the register of associates of the dissolved company be cancelled.

Seventh resolution

It is resolved that the sole associate fully discharges the board of managers for the due performance of its duties up to this date.

Eighth resolution

It is resolved that the records and documents of the Company will be kept for a period of five years at the offices of the dissolved company

The undersigned notary who understands and speaks English, records that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document after having been read to the appearing persons, who are known to the notary, by their surname, first name, civil status and residence, the said persons appearing signed together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille cinq, le vingt neuvième jour du mois de novembre.

Pardevant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire de UNM INTERMEDIATE HOLDINGS S.à r.l. (la « Société»), une société à responsabilité limitée établie et ayant son siège social au 17, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 87.733, constituée suivant acte reçu le 28 mai 2002 par Maître Joseph Elvinger, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 1233 du 22 août 2002, modifié pour la dernière fois suivant acte reçu le 1er juin 2004 par le notaire soussigné, publié au Mémorial numéro 943 du 22 septembre 2004.

L'assemblée est présidée par M. Dennis Bosje, demeurant à Luxembourg.

Il est désigné comme secrétaire et scrutateur M. Paul De Haan, demeurant à Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter que:

1) L'unique associé, CMP HOLDINGS S.à r.l., représenté ainsi que le nombre de parts sociales qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence signée par le mandataire, le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste sera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Il résulte de ladite liste de présence que toutes les deux millions sept cent quarante-neuf mille huit cent quatre-vingt-quatorze (2.749.894) parts sociales émises sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire de sorte que l'assemblée peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

2. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

I. Constaté que la société à responsabilité limitée UNM INTERMEDIATE HOLDINGS S.à r.l., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 87.733, a été constituée suivant acte reçu le 28 mai 2002, publié au Mémorial numéro 1233 du 22 août 2002, modifié suivant acte reçu le 1^{er} juin 2004, publié dans le Mémorial numéro 943 du 22 septembre 2004.

II. Constaté que le capital social de la Société s'élève actuellement à deux cent soixante-quatorze millions neuf cent quatre-vingt-neuf mille quatre cents Dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 274.989.400,-) représentés par deux millions sept cent quarante-neuf mille huit cent quatre-vingt-quatorze (2.749.894) parts sociales d'une valeur nominale de cent Dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 100,-) chacune.

III. Constaté que l'associé unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

IV. Constaté que l'associé unique décide expressément de procéder à la dissolution de la Société.

V. Décider que l'associé unique accepte de prendre à sa charge tous les actifs et passifs de la société dissoute et que la liquidation de la Société est achevée sans préjudice du fait qu'il répond personnellement de tous les engagements sociaux.

VI. Décider que le registre des associés de la société dissoute est annulé.

VII. Décider que l'associé unique accorde décharge pleine et entière à tous les gérants de la société dissoute pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

VIII. Décider que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au siège de la société dissoute.

Après délibération, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Il est décidé de constater que la société à responsabilité limitée UNM INTERMEDIATE HOLDINGS S.à r.l., ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 87.733, a été constituée suivant acte reçu le 28 mai 2002, publié au Mémorial numéro 1233 du 22 août 2002, modifié suivant acte reçu le 1^{er} juin 2004, publié dans le Mémorial numéro 943 du 22 septembre 2004.

Deuxième résolution

Il est décidé de constater que le capital social de la Société s'élève actuellement à deux cent soixante-quatorze millions neuf cent quatre-vingt-neuf mille quatre cents Dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 274.989.400,-) représentés par deux millions sept cent quarante-neuf mille huit cent quatre-vingt-quatorze (2.749.894) parts sociales d'une valeur nominale de cent Dollars des Etats-Unis (USD 100,-) chacune.

Troisième résolution

Il est décidé de constater que l'associé unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

Quatrième résolution

Il est décidé de constater que l'associé unique décide expressément de procéder à la dissolution de ladite Société.

Cinquième résolution

Il est décidé de constater que l'associé unique accepte de prendre à sa charge tous les actifs et passifs de la société dissoute et que la liquidation de la Société est achevée sans préjudice du fait qu'il répond personnellement de tous les engagements sociaux.

Sixième résolution

Il est décidé que le registre des associés de la société dissoute est annulé.

Septième résolution

Il est décidé d'accorder décharge pleine et entière à tous les gérants de la société dissoute pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

Huitième résolution

Il est décidé que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au siège de la société dissoute.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du comparant le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la requête de la même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont signé avec le notaire instrumentant la présente minute.

Signé : D. Bosje, P. De Haan, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2005, vol.151S, fol.3, case3. - Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2005.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2007085878/211/155.

(070106730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2007.

Scotofin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 71.203.

Statuts coordonnés suite à une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 25 juillet 2007, acte numéro 518 par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, déposés au Registre du Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2007085879/208/14.

(070105239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2007.

Morgan Stanley Galaxy Fund, Fonds Commun de Placement.

Le Règlement de Gestion daté du 28 juin 2007, a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Pour la société

MORGAN STANLEY ASSET MANAGEMENT S.A.

Signature

Référence de publication: 2007085880/536/13.

Enregistré à Luxembourg, le 6 juillet 2007, réf. LSO-CG02114. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070090046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

HC - HAIG, Fonds Commun de Placement.

Das Sondervermögen HC - HAIG wurde von der HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A. am 1. August 2007 nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet und erfüllt die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985.

Für den HC - HAIG ist das Verwaltungsreglement, das am 14. August 2007 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, im Namen der HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A. veröffentlicht wurde, integraler Bestandteil.

Ergänzend bzw. abweichend gelten die Bestimmungen des Sonderreglements des Fonds HC - HAIG, das am 1. August 2007 in Kraft tritt und zwecks Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 14. August 2007

und unter der Referenz LSO-CG10957 beim Handels- und Gesellschaftsregister mit Datum vom 30. Juli 2007 hinterlegt wurde.

Luxemburg, den 1. August 2007.

HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2007085881/1346/21.

Enregistré à Luxembourg, le 30 juillet 2007, réf. LSO-CG10957. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070101623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2007.

DWS Vermögensmandat, Fonds Commun de Placement.

Das mit Wirkung zum 10. Juli 2007 in Kraft tretende Verwaltungsreglement - Allgemeiner Teil wurde beim Registre de Commerce et des Sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS INVESTMENT S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2007085882/1352/12.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juillet 2007, réf. LSO-CG10657. - Reçu 40 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070100209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2007.

HC - HAIG, Fonds Commun de Placement.

Sonderreglement HC - HAIG

Dieser Hinterlegungsvermerk ersetzt den Hinterlegungsvermerk mit der Referenz L070101623.04:

Das Sondervermögen HC - HAIG wurde von der HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A. am 1. August 2007 nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet und erfüllt die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985.

Für den HC - HAIG ist das Verwaltungsreglement, das am 8. Januar 2007 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, im Namen der HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A. veröffentlicht wurde, integraler Bestandteil.

Ergänzend bzw. abweichend gelten die Bestimmungen des Sonderreglements des Fonds HC - HAIG, das am 1. August 2007 in Kraft tritt und zwecks Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 14. August 2007 und unter der Referenz LSO-CH01075 beim Handels- und Gesellschaftsregister mit Datum vom 3. August 2007 hinterlegt wurde.

Luxemburg, den 1. August 2007.

HAUCK & AUFHÄUSER INVESTMENT GESELLSCHAFT S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2007085884/1346/23.

Enregistré à Luxembourg, le 3 août 2007, réf. LSO-CH01075. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070103559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2007.

DWS Vermögensmandat, Fonds Commun de Placement.

Das mit Wirkung zum 10. Juli 2007 in Kraft tretende Verwaltungsreglement - Besonderer Teil wurde beim Registre de Commerce et des Sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS INVESTMENT S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2007085883/1352/12.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juillet 2007, réf. LSO-CG10655. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070100203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2007.

Torrus Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1A, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 99.048.

Notice is hereby given that due to administrative reasons the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the «Meeting») of Torrus Funds (the «Company») convened on July 30, will be held on *August 23, 2007* at 12.00 noon, at the registered office of the Company, as set out above, with the following agenda:

Agenda:

1. Presentation of the Report of the Board of Directors.
2. Presentation of the Report of the Auditors for the financial year ended March 31, 2007.
3. Approval of the Financial Statements for the financial year ended March 31, 2007 including fees payable to the Directors.
4. Discharge of the Board of Directors and of the Auditors with respect to the performance of their duties for the financial year ended March 31, 2007.
5. Re-appointment of Messrs Arif Mansuri and Jean-Claude Wolter to serve as Directors of the Company until the next Annual General Meeting of Shareholders which will deliberate on the Financial Statements for the financial year ending March 31, 2008.
6. Ratification of the appointment of Mr Xavier Parain to serve as Director of the Company until the next Annual General Meeting of Shareholders which will deliberate on the Financial Statements for the financial year ending March 31, 2008.
7. Re-appointment of PricewaterhouseCoopers S.à r.l as Auditors of the Company to serve until the next Annual General Meeting of Shareholders which will deliberate on the Financial Statements for the financial year ending March 31, 2008.
8. Approval of the payment of dividends in respect of the financial year ended March 31, 2007.
9. Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

Voting

Resolutions on the agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by the Shareholders present or represented at the Meeting.

Voting arrangements

Shareholders who cannot attend the Meeting may vote by proxy by returning the Form of Proxy sent to them to the registered office of the Company (Attn. Corporate Secretary) by fax to +352 26 34 77 6040, no later than August 21, 2007 by close of business in Luxembourg and mail to TORRUS FUNDS c/o THE BANK OF NEW YORK (LUXEMBOURG) S.A., Aerogolf Center, 1A, Hoehenhof, L-1736 Senningerberg, Luxembourg.

The attendance list of the Meeting will be closed on August 21, 2007.

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2007081906/755/38.

R I P A Electric s. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4992 Sanem, 17, rue Renert.

R.C.S. Luxembourg B 38.229.

L'an deux mille sept, le quatorze juin,

Par-devant Maître Joseph Gloden, notaire de résidence à Grevenmacher, soussigné,

Ont comparu:

1) Monsieur Joseph Ries, maître électricien, époux de Sylvie Hou-Dremont, né à Luxembourg, le 18 février 1945, demeurant à L-6183 Gonderange, 4, rue Hiehl,

2) Madame Sylvie Houdremont, sans état particulier, épouse de Joseph Ries, née à Schiffange, le 16 février 1953, demeurant à L-6183 Gonderange, 4, rue Hiehl,

3) Monsieur Alex Papi, maître-électro-installateur, époux de Madame Eliane Schockmel, né à Differdange, le 1^{er} août 1953, demeurant à L-4992 Sanem, 17, rue Renert,

4) Madame Eliane Schockmel, sans état particulier, épouse de Alex Papi, née à Differdange, le 14 juin 1956, demeurant à L-4992 Sanem, 17, rue Renert.

5) Monsieur Jean-Marc Papi, étudiant, célibataire, né à Esch-sur-Alzette, le 17 juin 1982, demeurant à L-4992 Sanem, 17, rue Renert,

dûment représenté par Monsieur Alex Papi, demeurant à L-4992 Sanem, 17, rue Renert,
en vertu d'une procuration donnée à Sanem en date du 13 juin 2007,

6) Mademoiselle Maryse Papi, étudiante, célibataire, née à Esch-sur-Alzette, le 28 juillet 1985, demeurant à L-4992 Sanem, 17, rue Renert,

dûment représentée par Monsieur Alex Papi, demeurant à L-4992 Sanem, 17, rue Renert,
en vertu d'une procuration donnée à Sanem en date du 13 juin 2007,

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants ont exposé au notaire ce qui suit: Les comparants Joseph Ries et Alex Papi sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée RIPA ELECTRIC S.à r.l., ayant son siège social à L-4992 Sanem, 17, rue Renert, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 38.229, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 3 octobre 1991, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 121 du 2 avril 1992.

Le capital social est fixé à vingt-quatre mille sept cent quatre-vingt-neuf euros et trente-cinq cents (EUR 24.789,35) représenté par mille (1.000) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-quatre euros et soixante-dix-neuf cents (EUR 24,79) chacune.

Ces parts ont été souscrites comme suit:

1) Monsieur Joseph Ries, maître-électricien demeurant à L-6183 Gonderange, cinq cents parts sociales	500
2) Monsieur Alex Papi, maître-électricien-installateur demeurant à L-4992 Sanem, cinq cents parts sociales . . .	500
Total: mille parts sociales	1.000

Toutes ces parts ont été souscrites et entièrement libérées par des versements en espèces. Lesquels comparants ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Monsieur Joseph Ries et Madame Sylvie Houdremont, préqualifiés, déclarent céder et transporter en pleine propriété, cent (100) parts sociales, inscrites au nom de Monsieur Joseph Ries de la société à responsabilité limitée RIPA ELECTRIC S.à r.l., prénommé, à Monsieur Alex Papi, préqualifié, ici présent et ce acceptant.

La présente cession est faite moyennant le prix de onze mille trois cent quarante-cinq euros (EUR 11.345,-), que les cédants reconnaissent avoir reçu du cessionnaire avant la signature de l'acte hors la présence du notaire instrumentaire, ce dont ils consentent bonne et valable quittance au cessionnaire.

Le cessionnaire Monsieur Alex Papi sera propriétaire des parts cédées à partir des présentes et il aura droit aux revenus et bénéfices dont ces parts sont productives rétroactivement à partir du 1^{er} janvier 2007.

Deuxième résolution

Monsieur Joseph Ries et Madame Sylvie Houdremont, préqualifiés, déclarent céder et transporter en pleine propriété, deux cents (200) parts sociales, inscrites au nom de Monsieur Joseph Ries, de la société à responsabilité limitée RIPA ELECTRIC S.à r.l., prénommé, à Monsieur Jean-Marc Papi, préqualifié et acceptant par son mandataire prémentionné.

La présente cession est faite moyennant le prix de vingt-deux mille six cent quatre-vingt-dix euros (EUR 22.690,-), que les cédants reconnaissent avoir reçu du cessionnaire représenté comme il est dit, avant la signature de l'acte hors la présence du notaire instrumentaire ce dont ils consentent bonne et valable quittance au cessionnaire.

Le cessionnaire Monsieur Jean-Marc Papi sera propriétaire des parts cédées à partir des présentes et il aura droit aux revenus et bénéfices dont ces parts sont productives rétroactivement à partir du 1^{er} janvier 2007.

Troisième résolution

Monsieur Joseph Ries et Madame Sylvie Houdremont, préqualifiés, déclarent céder et transporter en pleine propriété, deux cents (200) parts sociales, inscrites au nom de Monsieur Joseph Ries, de la société à responsabilité limitée RIPA ELECTRIC S.à r.l., prénommé, à Mademoiselle Maryse Papi, préqualifiée et acceptant par son mandataire prémentionné.

La présente cession est faite moyennant le prix de vingt-deux mille six cent quatre-vingt-dix euros (EUR 22.690,-), que les cédants reconnaissent avoir reçu de la cessionnaire représentée comme il est dit, avant la signature de l'acte hors la présence du notaire instrumentaire, ce dont ils consentent bonne et valable quittance au cessionnaire.

La cessionnaire Mademoiselle Maryse Papi sera propriétaire des parts cédées à partir des présentes et elle aura droit aux revenus et bénéfices dont ces parts sont productives rétroactivement à partir du 1^{er} janvier 2007.

Quatrième résolution

En conformité des cessions de parts ci-avant faite, les associés Alex Papi et son épouse Eliane Schockmel, Jean-Marc Papi et Maryse Papi, les deux représentés comme il est dit, décident de modifier l'article six des statuts de la société à responsabilité limitée RIPA ELECTRIC S.à r.l., pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à vingt-quatre mille sept cent quatre-vingt-neuf euros et trente-cinq cents (EUR 24.789,35) représenté par mille (1.000) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-quatre euros et soixante-dix-neuf cents (EUR 24,79) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires. Ces parts sont attribuées comme suit:

1) Monsieur Alex Papi, maître-électricien-installateur demeurant à L-4992 Sanem, six cents parts sociales	600
2) Monsieur Jean-Marc Papi, étudiant demeurant à L-4992 Sanem, deux cents parts sociales	200
3) Mademoiselle Maryse Papi, étudiante, demeurant à L-4992 Sanem, deux cent parts sociales	200
Total: mille parts sociales	1.000

Toutes ces parts sont entièrement libérées.»

Cinquième résolution

Les associés déclarent que l'associé Alex Papi, reste le gérant unique de la société.

Il engagera la société en toutes circonstances et quelque soit le montant des engagements par sa seule et unique signature.

Sixième résolution

Monsieur Alex Papi, prénommé, agissant en sa qualité de gérant de la société, déclare accepter les prédites cessions de parts pour compte de la société conformément à l'article 190 de la loi du 18 septembre 1933 concernant les sociétés à responsabilité limitée respectivement à l'article 1690 du code civil, et il déclare dispenser les cessionnaires de les faire signifier à la société par voie d'huissier et n'avoir entre ses mains aucune opposition ou aucun empêchement qui puisse en arrêter l'effet.

Frais

Les frais et honoraires des présentes et tous ceux qui en seront la conséquence seront à la charge solidaire des comparants et de la société.

Dont acte, fait et passé à Grevenmacher, date qu'en tête,

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue du pays aux comparants tous connus du notaire par nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. Ries, S. Houdremont, A. Papi, E. Schockmel, J. Gloden.

Enregistré à Grevenmacher, le 14 juin 2007. Relation GRE/2007/2595. — Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): C. Bentner.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier timbré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, le 18 juin 2007.

J. Gloden.

Référence de publication: 2007081641/213/105.

(070089965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Poya Investissements S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 108.065.

—
EXTRAIT

La convention de domiciliation conclue entre Maître Christophe Antinori, avocat à la Cour, et la société POYA INVESTISSEMENTS S.A., société anonyme, en date du 11 mai 2005, a pris fin en date du 15 janvier 2007, avec prise d'effet au 15 janvier 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M^e C. Antinori
Le domiciliataire

Référence de publication: 2007079461/1285/15.

Enregistré à Luxembourg, le 20 juin 2007, réf. LSO-CF06871. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070086161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 2007.

Colmar Schwoerer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 113.145.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'acte de cession du 5 avril 2007 entre la société SACOMIE SA immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 110.247 et la Société CAMERON INTERNATIONAL SA immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 59.300 que:

- Que les 124 parts sociales détenues par la Société SACOMIE SA dans le capital de la Société COLMAR SCHWOERER SARL sont entièrement cédées à la Société CAMERON INTERNATIONAL SA pour un montant de 500.000,- €.

Pour la Société
La Gérante

Référence de publication: 2007079464/7711/17.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007, réf. LSO-CG01894. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070086566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 2007.

BBA Handling SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 83.455.

—
EXTRAIT

Suite à un changement d'adresse, l'administrateur LUXEMBOURG MANAGEMENT SERVICES Sarl, est désormais domicilié au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg

Luxembourg, le 13 juin 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2007080394/6312/15.

Enregistré à Luxembourg, le 21 juin 2007, réf. LSO-CF07547. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070088323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2007.

ProLogis UK Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 97.275.

—
Extrait (traduction) des résolutions prises par l'Actionnaire unique de la Société le 21 mai 2007

Il a été décidé que:

1. La démission de M. David Bannerman avec effet au 21 mai 2007 en tant que gérant de la Société a été acceptée.

Luxembourg, le 21 mai 2007.

For and on behalf of ProLogis SERVICES S.à r.l.

ProLogis DIRECTORSHIP Sarl

Manager

P. Cassells

Manager

Référence de publication: 2007080338/1127/19.

Enregistré à Luxembourg, le 28 juin 2007, réf. LSO-CF09988. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070087950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2007.

Romsee S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 116.233.

—
EXTRAIT

Suite à un changement d'adresse, l'administrateur LUXEMBOURG MANAGEMENT SERVICES Sàrl, est désormais domicilié au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg

Luxembourg, le 13 juin 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2007080395/6312/15.

Enregistré à Luxembourg, le 21 juin 2007, réf. LSO-CF07565. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070088320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2007.

I.B.S. Compta S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 52.000,00.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 6, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 74.307.

—
Il résulte du procès-verbal d'une Assemblée Générale tenue au siège social de la société I.B.S. COMPTA SA que la résolution suivante a été prise à l'unanimité par tous les actionnaires de la société:

Résolution

L'Assemblée nomme à l'unanimité Monsieur Claude Karp, comptable, né le 11 octobre 1972 à Esch-sur-Alzette, domicilié professionnellement à 6, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, au poste du Président du Conseil d'Administration de la société I.B.S. COMPTA SA.

Son mandat commence en ce jour, 30 juin 2007, et se termine lors de l'Assemblée Générale annuelle de l'année 2012 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2011.

Tous les membres de l'Assemblée approuvent la résolution.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Luxembourg, le 30 juin 2007.

Du bureau

Signature / Signature / Signature

Le Président / Le Secrétaire / Le Scrutateur

Des actionnaires

AA & C ASSOCIATES SA / HOLFIN WORLDWIDE SA

Signature / Signature

Référence de publication: 2007080505/2741/27.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2007, réf. LSO-CG00955. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070088126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2007.

CP-BK Reinsurance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 60.539.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007080410/4685/12.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007, réf. LSO-CG01939. - Reçu 48 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070087832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2007.

Industrial Software Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 10, rue Pierre d'Aspelt.

R.C.S. Luxembourg B 55.481.

Le bilan abrégé au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures

Administrateurs

Référence de publication: 2007080411/322/13.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007, réf. LSO-CG01945. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070087828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2007.

Industrial Software Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 10, rue Pierre d'Aspelt.

R.C.S. Luxembourg B 55.481.

Le bilan abrégé au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures

Administrateurs

Référence de publication: 2007080412/322/13.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juillet 2007, réf. LSO-CG01947. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070087826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2007.

Nautic-Transport S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 77, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 60.877.

Les comptes annuels établis au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2007.

Pour la société NAUTIC-TRANSPORT S.A.

FIDUCIAIRE SOCOFISC S.A.

Signature

Référence de publication: 2007081367/745/16.

Enregistré à Luxembourg, le 29 juin 2007, réf. LSO-CF10486. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Interpolis Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 54.981.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2007.

Pour *INTERPOLIS LUXEMBOURG S.A.*

J. Remie

General Manager, Administrateur-délégué

Référence de publication: 2007080500/5222/15.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2007, réf. LSO-CG01025. - Reçu 129 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070088342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2007.

Living Planet Fund Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 93.908.

—
Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale du 26 avril 2007

Sont réélus au Conseil d'Administration pour le terme d'un an:

- Monsieur André Hoffmann, Président
- Monsieur Chiew Y. Chong, Administrateur
- Monsieur Gerhard Fusenig, Administrateur
- Madame Isabelle Asseray, Administrateur
- Monsieur Dirk Spiegel, Administrateur

Est réélu Réviseur d'Entreprises pour le terme d'un an: PricewaterhouseCoopers S.à.r.l., Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juin 2007.

Pour *LIVING PLANET FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.*

UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

A. Trappendreher / O. Schuetz

Associate Director / Associate Director

Référence de publication: 2007080527/1360/23.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juin 2007, réf. LSO-CF05678. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070087957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2007.

Rail System S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 77, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 56.862.

—
Les comptes annuels établis au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2007.

Pour la Société *RAIL SYSTEM S.A.*

FIDUCIAIRE SOCOFISC S.A.

Signature

Référence de publication: 2007081369/745/16.

Enregistré à Luxembourg, le 29 juin 2007, réf. LSO-CF10483. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Living Planet Fund Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 93.908.

—
Démission de la fonction de membre du Conseil d'Administration

Madame Isabelle Asseray a présenté sa démission aux fonctions de membre du Conseil d'Administration de *LIVING PLANET FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.* avec effet le 1^{er} mai 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juin 2007.

Pour LIVING PLANET FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

A. Trappendreher / O. Schuetz

Associate Director / Associate Director

Référence de publication: 2007080528/1360/18.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juin 2007, réf. LSO-CF05683. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070087957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2007.

Béopar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 86.748.

—
Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 mai 2007

Renouvellement du mandat d'administrateur pour une durée de 6 ans de Madame Renée De Wilde, née le 12 septembre 1937 à Uccle, demeurant au 5, avenue du Bémel B-1150 Woluwé-Saint-Pierre.

Renouvellement du mandat d'administrateur pour une durée de 6 ans de Madame Andrée De Wilde, née le 16 mars 1939 à Uccle, demeurant au 123 boîte 32, avenue Paul Hymans B-1200 Woluwé-Saint-Lambert.

Renouvellement du mandat d'administrateur pour une durée de 6 ans de Monsieur Marc Feron né le 10 novembre 1958 à Ixelles, demeurant au 1, rue de la hulotte B-1170 Watermael -Boitsfort

Renouvellement du mandat d'administrateur-délégué pour une durée de 6 ans de Monsieur Marc Feron né le 10 novembre 1958 à Ixelles, demeurant au 1, rue de la hulotte B-1170 Watermael -Boitsfort

Renouvellement du mandat de commissaire aux comptes de FIDUCIAIRE GALLO & ASSOCIES S.A. RC Luxembourg B 61.096, 53, route d'Arlon L-8211 Mamer, pour une durée de 6 ans.

Pour extrait sincère et conforme

Le bureau

I. Deschuytter / S. Pache / S. Livoir

Président / Secrétaire / Scrutateur

Référence de publication: 2007080530/1197/24.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juin 2007, réf. LSO-CF02963. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070087955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2007.

Omnium de Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 32.102.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 3 juillet 2007.

J.-J. Wagner

Notaire

Référence de publication: 2007080786/239/12.

(070088562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2007.

Happy Visibilia S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 11.288.594,04.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 241, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 60.196.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Annuelle du 9 mai 2007 que les actionnaires ont décidé de:

- révoquer avec effet immédiat, M. Mathis Hengel, ayant pour adresse professionnelle, 12, rue de la Porte Neuve, L-2013 Luxembourg, en qualité d'administrateur de la Société;

- révoquer avec effet immédiat, M. Andrea Mevorach, ayant pour adresse professionnelle, Via Marsala, 36/6, 35166, Padova, Italie, en qualité d'administrateur de la Société;

- renouveler le mandat d'administrateur de M. Dan Emmanuel Levi, ayant pour adresse professionnelle Corso Re Umberto, 26, 10128 Turin, Italie, avec effet immédiat et jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2008;

- nommer avec effet immédiat et jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2008, M. Eric Alves De Souza, ayant pour adresse professionnelle, Cours de Rive, 6, 1211 Genève, Suisse, en tant qu'administrateur de la Société;

- nommer avec effet immédiat et jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2008, Mme Carmen Pleim, ayant pour adresse privée 8, rue Berg, L-6926 Flaxweiler, Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société et déléguée à la gestion journalière de la Société;

- nommer avec effet immédiat et jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2008, M. Giovanni Riccardo Levi, ayant pour adresse privée, avenue Road 44, N6 5DR Londres, Royaume-Uni, en tant qu'administrateur de la Société;

- renouveler le mandat d'INTERAUDIT, ayant pour adresse professionnelle, 119, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Luxembourg, en tant que Commissaire aux Comptes de la Société avec effet immédiat et jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HAPPY VISIBILIA SA

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2007080531/2460/32.

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 2007, réf. LSO-CG01068. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070087879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2007.

Ixode Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 77.100.

En date du 18 juin 2007, Messieurs David De Marco, Bruno Beernaerts et Riccardo Moraldi ont démissionné de leur fonction d'Administrateur.

En date du 25 juin 2007, Monsieur Olivier Dorier a démissionné de son mandat de Commissaire aux Comptes.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007080534/799/14.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2007, réf. LSO-CG00946. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070087813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2007.

Edeka International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 26, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 11.066.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 3 mai 2007 que:

1) La démission de Monsieur Hans-Jörg Schumacher de ses fonctions d'administrateur a été acceptée.

2) Monsieur Markus Mosa, né à Brühl bei Köln, Allemagne, le 22 décembre 1967 et résidant au 13, Eicher Weg, Schwandorf, D-92421 Allemagne

a été nommé nouvel administrateur de la société, avec effet au 1^{er} juillet 2007, et pour une durée de 3 ans.

3) Monsieur Michael Meschede, né à Paderborn, Allemagne, le 10 juin 1956 et résidant au 7, Birkenhof, Hendstedt-Ulzburg, D-24558 Allemagne

A été nommé commissaire en remplacement de la société DELOITTE S.A. Son mandat se terminera lors de la prochaine Assemblée Générale approuvant les comptes de l'année 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2007080533/799/23.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2007, réf. LSO-CG00936. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070087820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2007.

Alba Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 47.855.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signatures

Le Domiciliataire

Référence de publication: 2007080643/58/14.

Enregistré à Luxembourg, le 29 juin 2007, réf. LSO-CF10164. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070088742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2007.

Alba Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 47.855.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signatures

Le Domiciliataire

Référence de publication: 2007080649/58/14.

Enregistré à Luxembourg, le 29 juin 2007, réf. LSO-CF10163. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070088738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2007.

Asor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 92.170.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signatures

Le Domiciliataire

Référence de publication: 2007080652/58/14.

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 2007, réf. LSO-CG01118. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070088736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2007.

Multilux Media S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 93.508.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007081322/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 2007, réf. LSO-CG01369. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

R.E. TBO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 40, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 81.341.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour R.E. TBO S.A.

Signature

Référence de publication: 2007080669/296/13.

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 2007, réf. LSO-CG01116. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2007.

R.E. TBO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 40, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 81.341.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour R.E. TBO S.A.

Signature

Référence de publication: 2007080671/296/13.

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 2007, réf. LSO-CG01111. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2007.

R.E. TBO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 40, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 81.341.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour R.E. TBO S.A.

Signature

Référence de publication: 2007080673/296/13.

Enregistré à Luxembourg, le 4 juillet 2007, réf. LSO-CG01106. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070088999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2007.

QOA Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 21, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 54.628.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2007.

Pour QOA HOLDING S.A.

Signature

Référence de publication: 2007081391/278/14.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2007, réf. LSO-CF09013. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Goya S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 40.154.

Le bilan au 31 décembre 2002 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007081359/554/12.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2007, réf. LSO-CB06593. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Cheyne Deutsche Fond I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 105.724.

In the year two thousand and seven, on the twenty seventh of March.

Before US Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

CHEYNE SPECIALTY FINANCE FUND L.P., (registered number 16.241) acting by its general partner, CHEYNE SPECIALTY FINANCE GENERAL PARTNER INC., with registered office at Walker House, 87 Mary Street, Grand Cayman KY1-9002, Cayman Islands,

here represented by Mr Grégoire Fraisse, employee, with professional address at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, by virtue of a proxy established on March 26, 2007.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company established in Luxembourg under the name CHEYNE DEUTSCHE FOND I, S.à r.l., registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 105.724, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, acting in replacement of his colleague Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, of January 21, 2005, published in the Mémorial, C N ° 453, of May 14, 2005, amended pursuant to two deeds of Me Henri Hellinckx, notary residing in Mersch, of May 3, 2006, published in the Mémorial, C N ° 1396 of July 20, 2006, and, of May 17, 2006, published in the Mémorial C N ° 1564 of August 17, 2006.

II. The Company's corporate capital is fixed at one million thirty-one thousand Euro (€ 1,031,000.-) represented by forty-one thousand two hundred and forty (41,240) shares of twenty-five Euro (€ 25.-) each.

III. The sole shareholder resolves to replace the existing forty-one thousand two hundred and forty (41,240) shares of twenty-five Euro (€ 25.-) each by one million and thirty-one thousand (1,031,000) shares with a nominal value of one Euro (€ 1.-) each.

IV. The sole shareholder resolves to introduce an authorized share capital in the amount of one hundred million Euro (€ 100,000,000.-) represented by one hundred million (100,000,000) shares of one Euro (€ 1.-) each.

V. The sole shareholder resolves to amend article 6 of the Company's articles of association to give it henceforth the following content:

«6.1. The Company's corporate capital is fixed at one million thirty-one thousand Euro (€ 1,031,000.-) represented by one million thirty-one thousand (1,031,000) shares of one Euro (€ 1.-) each.

6.2. The authorized capital is fixed at one hundred million Euro (€ 100,000,000.-) represented by one hundred million (100,000,000) shares of one Euro (€ 1.-) each.

The authorized capital and the subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles. The Board is also authorized to issue convertible instruments within the limits of the authorized capital. The Board will determine the conditions of the convertible instruments.

Furthermore, the Board is authorized, during a period of five (5) years from the date hereof, to increase from time to time the subscribed capital within the limits of the authorized capital. These increases of capital may be subscribed and shares issued with or without issue premium and paid up by contribution in kind or cash, by conversion of convertible instruments, by incorporation of claims or in any other way to be determined by the Board. The Board is specifically authorized to proceed to such issues without reserving for the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued. The Board may delegate to any duly authorized manager or officer of the Company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital. Every time the Board acts to render effective an increase of the subscribed capital, the present article shall be considered as automatically amended in order to reflect the result of such action.

6.3. The Company may proceed to the repurchase of its own shares in compliance with legal requirements.

6.4. At the time and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one person company as defined by article 179 (2) of the law related to commercial companies as amended. While this remains the case, articles 200-1 and 200-2 of such law, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company shall have to be established in writing, and that the clauses related to shareholders' meetings will not apply.»

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its capital increase are estimated at approximately one thousand Euro (€ 1,000.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German translation. On, request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German texts, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the said appearing person signed together with Us, the notary the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung der gegenwärtigen Urkunde:

Im Jahre zweitausend und sieben, den siebeundzwanzigsten des Monates März.

Vor dem unterzeichneten Notar Joseph Elvinger, im Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

CHEYNE SPECIALTY FINANCE FUND L.P., (eingetragen unter Nummer 16.241) vertreten durch ihren general partner, CHEYNE SPECIALTY FINANCE GENERAL PARTNER INC., mit Gesellschaftssitz in Walker House, 87 Mary Street, Grand Cayman KY1-9002, Cayman Islands,

hier vertreten durch Grégoire Fraise, Angestellter, mit Geschäftsadresse in 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift ausgestellt am 26. März 2007, Vorgenannte Vollmacht, nach ne varietur Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten des Komparenten und den amtierenden Notar, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigefügt, um mit derselben eingetragen zu werden.

Der Komparent, handelnd wie eingangs erwähnt, ersuchte den instrumentierenden Notar nachstehendes zu beurkunden:

I. Der Komparent ist alleiniger Anteilseigner der luxemburgischen Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit dem Namen CHEYNE DEUTSCHE FOND I, S.à. r.l., eingetragen am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter Nummer B 105.724, gegründet aufgrund einer Urkunde vom 21. Januar 2005, erstellt von dem amtierenden Notar, in Vertretung des Notars André-Jean-Joseph Schwachtgen, im Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C Nr. 453 des 14. Mai 2005, zwischenzeitlich abgeändert aufgrund zweier Urkunden vom 3. Mai Juli 2006 und vom 17. Mai 2006, erstellt von Notar Henri Hellinckx, im Amtssitz in Mersch, veröffentlicht im Mémorial C Nr. 1396 des 20. Juli 2006 und Nr. 1564 des 17. August 2006.

II. Das Gesellschaftskapital ist festgelegt auf eine Million und einunddreissigtausend Euro (€ 1.031.000,-), eingeteilt in einundvierzigtausend zweihundert und vierzig (41,240) Anteile mit einem Nominalwert von je fünfundzwanzig Euro (€ 25,-).

III. Der einzige Anteilseigner beschliesst die einundvierzigtausend zweihundert und vierzig (41,240) Anteile mit einem Nominalwert von je fünfundzwanzig Euro (€ 2,-) durch eine Million und einunddreissigtausend (1.031.000) Anteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (€ 1,-) zu ersetzen.

IV. Der einzige Anteilseigner beschliesst ein genehmigtes Kapital von einhundert Millionen Euro (€ 100.000.000.-), eingeteilt in einhundert Millionen Anteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (€ 1,-) einzuführen.

V. Der einzige Anteilseigner beschliesst Artikel 6 der Satzung der Gesellschaft abzuändern um ihm fortan folgenden Wortlaut zu verleihen:

«6.1. Das gezeichnete Gesellschaftskapital ist auf eine Million einunddreissigtausend Euro (€ 1.031.000,-) festgesetzt, eingeteilt in eine Million einunddreissigtausend (1.031.000) Anteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (€ 1,-).

6.2. Das genehmigte Kapital ist auf einhundert Millionen Euro (€ 100.000.000,-) festgelegt, eingeteilt in einhundert Millionen (100.000.000) Anteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (€ 1,-). Das genehmigte und das gezeichnete Kapital der Gesellschaft können durch einen Gesellschafterbeschluss, gefasst wie für eine Abänderung dieser Gesellschaftssatzung, erhöht oder herabgesetzt werden.

Der Geschäftsführerrat ist auch befugt konvertierbare Instrumente in Höhe des genehmigten Kapitals auszugeben. Der Geschäftsführerrat bestimmt die Bedingungen dieser konvertierbaren Instrumente.

Desweiteren ist der Geschäftsführerrat befugt, während einer Dauer von fünf (5) Jahren ab dem Datum dieser Urkunde, das gezeichnete Kapital von Zeit zu Zeit im Rahmen des genehmigten Kapitals zu erhöhen. Diese Kapitalerhöhungen können durch Ausgabe und Zeichnung von Anteilen mit oder ohne Emissionsaufgeld erfolgen; sie können durch Bareinlage oder Sacheinlage eingezahlt werden, durch Konversion von konvertierbaren Instrumenten, Umwandlung von Forderungen oder durch jedwelche andere vom Geschäftsführerrat bestimmte Art und Weise.

Der Geschäftsführerrat ist speziell befugt solche Emissionen vorzunehmen ohne den bestehenden Anteilseignern ein Vorzeichnungsrecht zu gewähren. Der Geschäftsführerrat kann die Aufgabe der Entgegennahme von Zeichnungen und Einzahlungen von allen oder einem Teil der Anteile einer solchen Kapitalerhöhung, an jedes Mitglied des Geschäftsführerrates, an jeden Bevollmächtigten der Gesellschaft oder an jede bevollmächtigte Drittperson delegieren. Jedesmal wenn der Geschäftsführerrat im Rahmen dieser Genehmigung das Kapital erhöht, wird dieser Artikel automatisch angepasst.

6.3. Die Gesellschaft ist befugt eigene Anteile im Rahmen der gesetzlichen Bedingungen zurückzukaufen.

6.4. Wenn und solange alle Anteile in der Hand einer Person sind, ist die Gesellschaft eine Einmangengesellschaft gemäß Definition von Artikel 179 (2) des abgeänderten Gesetzes über die Handelsgesellschaften. In diesem Fall sind unter anderem die Artikel 200-1 und 200-2 dieses Gesetzes anzuwenden, das heißt jeder Beschluss des alleinigen Gesellschafters sowie jeder Vertrag zwischen ihm und der Gesellschaft muss schriftlich festgehalten werden, und die Bestimmungen über die Generalversammlungen der Teilhaber sind nicht anwendbar.»

Kosten

Die Kosten und Lasten, welche der Gesellschaft anlässlich der Kapitalerhöhung entstehen, werden auf eintausend Euro (€ 1.000,-) geschätzt.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Gesellschafterversammlung aufgehoben.

Der Unterzeichnete Notar der Englisch versteht und spricht erklärt, dass, auf Antrag des Komparenten, gegenwärtige Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung aufgenommen wurde.

Auf Antrag desselben Komparenten und im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist der englische Text vorrangig.

Worüber Urkunde, aufgenommen und abgeschlossen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, unterzeichneten dieselben mit Uns, Notar, die gegenwärtige Urkunde.

Gezeichnet: G. Fraisse, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 2 avril 2007, Relation: LAC/2007/3844. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sand.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 2007.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2007081628/211/138.

(070090002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Rosslau City Centre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 129.424.

— STATUTES

In the year two thousand and seven, on the twenty-fifth day in the month of June.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

The appeared:

CS GERMAN RETAIL No. 1 S.à r.l., a private limited liability company incorporated and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with registered office at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

here represented by:

Maître Paul Van Den Abeele, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of proxy given in Luxembourg, on 21 June 2007.

Said proxy, signed *ne varietur* by the proxy holder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby formed:

Articles of incorporation

Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Corporate Name. There hereby exists a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) under the name of ROSSLAU CITY CENTRE S.à r.l. (hereafter the «Company»), which shall be governed by the laws pertaining to such an entity and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the «Articles»).

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorised to change the address of the Company inside the municipality of the statutory registered office.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its unitholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the manager or, in case of plurality of managers, the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 3. Corporate Objectives. The Company's object is to acquire and hold interests, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

The Company may further use its funds for the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as for any other operations relating to real estate. In particular, the Company may have direct or indirect shareholdings in companies and participations in limited partnerships or other legal entities in whatever form and based in Luxembourg or abroad, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate, including real estate located abroad.

The Company may also enter into the following transactions:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility;
- to advance, lend or deposit money or give credit to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect unitholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter the «Connected Companies» and each as a «Connected Company»).

For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same «group» as the Company if such other company directly or indirectly owns, is in control of, is controlled by, or is under common control with, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise;

- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any directors or officers of the Company or any of the Connected Companies and to render any assistance to the Connected Companies, within the limits of Luxembourg Law;

it being understood that the Company will not enter into any transaction, which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a banking activity.

The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its object in all areas described above.

Art. 4. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period.

Chapter II. Capital, Units

Art. 5. Corporate Capital. The unit capital is set at twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR) represented by one hundred twenty-five (125) units of one hundred Euro (100.- EUR) each.

Art. 6. Capital Amendment. The unit capital may be changed at any time by a decision of the single unitholder (where there is only one unitholder) or by a decision of the unitholders' meeting deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Art. 7. Distribution Right of Units. Each unit entitles the holder thereof to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of units in existence.

Art. 8. Units Indivisibility. Towards the Company, the Company's units are indivisible and only one owner is admitted per unit. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of Units. In case of a single unitholder, the Company's units are freely transferable to non-unitholders.

In the case of plurality of unitholders, the transfer of units inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of unitholders as provided by article 189 of the Law. No such authorisation is required for a transfer of units among the unitholders. The transfer of units mortis causa to third parties must be accepted by the unitholders who represent three-quarters of the rights belonging to the survivors.

Art. 10. Redemption of Units. The Company shall have power, subject to due observance of the provisions of the Law, to acquire units in its own capital.

Chapter III. Management

Art. 11. Management. The Company is managed by one or more managers. In case of plurality of managers, they constitute a board of managers. The manager(s) need not to be unitholder(s). The manager(s) is/are appointed by the general meeting of unitholders. The managers may be removed at any time and ad nutum (without having to state any reason) by a resolution of the general meeting of unitholders holding a majority of votes.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by facsimile or by any other suitable means another manager as his proxy.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

Written resolutions of the board of managers can be validly taken if approved in writing and signed by all the members of the board of managers. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by mail, fax, e-mail, telegram or telex. These resolutions shall have the same effect as resolutions voted at the board of managers' meetings, physically held.

Votes may also be cast by fax, email, telegram, telex, or telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

Art. 12. Powers of the manager. In dealing with third parties, the manager(s) shall have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article have been complied with.

All powers not expressly reserved by the law or by the present Articles to the general meeting of unitholders fall within the competence of the manager or, in case of plurality of managers, of the board of managers. The board of managers, may, in particular, enter into investment adviser agreements and administration agreements.

Art. 13. Representation of the Company. In case of a single manager, the Company shall be bound by the sole signature of the manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the board of managers.

Art. 14. Sub-Delegation and Agent of the manager. The manager or, in case of plurality of managers, any member of the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, any member of the board of managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 15. Remuneration of the manager. The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

Art. 16. Liabilities of the Manager. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company, provided that such commitment is in compliance with the Articles as well as the applicable provisions of the Law.

Chapter IV. General meeting of unitholders

Art. 17. Powers of the General Meeting of Unitholder(s). The single unitholder assumes all powers conferred to the general unitholders' meeting.

In case of a plurality of unitholders, each unitholder may take part in collective decisions irrespective of the number of units he owns. Each unitholder has voting rights commensurate with his unitholding.

A unitholder may act at any general meeting of unitholders by appointing (or, if the unitholder is a legal entity, its legal representative(s)) in writing or by telefax, cable, telegram, telex, email as his proxy another person who need not be a unitholder.

Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by unitholders representing more than half of the unit capital. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority in number of the unitholders representing at least three-quarters of the Company's unit capital, subject to the provisions of the Law.

Resolutions of unitholders can, provided that the total number of unitholders of the Company does not exceed twenty-five (25), instead of being passed at a general meeting of unitholders, be passed in writing by all the unitholders. In this case, each unitholder shall be served an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall sign the resolution(s). Such resolutions passed in writing on one or several counterparts in lieu of general meetings shall have the force of resolutions passed at a general meeting of unitholders.

Any reference in these Articles to resolutions of the general meeting of unitholders shall be construed as including the possibility of written resolutions of the unitholders, provided that the total number of unitholders of the Company does in such event not exceed twenty-five (25).

Chapter V. Business year - Balance sheet

Art. 18. Business Year. The Company's financial year starts on the 1st January and ends on the 31st December of each year.

At the end of each financial year, the Company's accounts are established and the manager or, in case of plurality of managers, the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, a balance sheet and profit or loss accounts.

Each unitholder shall have the right to inspect the books and records of the Company, the above inventory, balance sheet and profit or loss accounts at the Company's registered office.

Art. 19. Allocation and Distribution of the Profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profits. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's unit capital.

The balance of the net profits may be distributed to the unitholder(s) in proportion to his/their unitholding in the Company.

Chapter VI. Dissolution - Liquidation

Art. 20. Causes of Dissolution. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single unitholder or of one of the unitholders. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the general meeting of unitholders deliberating in the manner provided for amendment to the Articles.

Art. 21. Liquidation. Upon the dissolution of the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, unitholders or not, appointed by the unitholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

A sole unitholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation assuming personally the payment of all its assets and liabilities, known or unknown of the Company.

Chapter VII. Applicable law

Art. 22. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall terminate on the 31st December 2007.

Subscription - Payment

All the one hundred and twenty-five (125) units representing the entire unit capital have been entirely subscribed by CS GERMAN RETAIL No. 1 S.à r.l., prenamed, and fully paid up in cash, therefore the amount of twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company or shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about thousand five hundred euro.

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the sole unitholder, representing the entire subscribed unit capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Are appointed as managers for an undetermined period:

- Ms Berith Kübler, Manager, CS GERMAN RETAIL No. 1 S.à r.l., residing in 110, quai de Jemmapes, 75010 Paris, France;

- Mr David Cunnington, Manager, CS GERMAN RETAIL No. 1 S.à r.l., residing in Lansdowne House, 57 Berkeley Square, London, W1J 6ER, the United Kingdom; and

- Mr Michael Chidiac, Manager, CS GERMAN RETAIL No. 1 S.à r.l., residing in 41, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

In accordance with article 13 of the bylaws, the Company shall be bound by the joint signature of any two members of the board of managers.

2) The Company shall have its registered office at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt-cinquième jour du mois de juin.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

CS GERMAN RETAIL No. 1 S.à r.l., une société de droit de luxembourgeois ayant son siège social au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ici représentée par Maître Paul Van Den Abeele, avocat avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 21 juin 2007.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée que les comparants déclarent organiser entre eux, dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Statuts

Titre I^{er} . Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination. Par la présente, il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de ROSSLAU CITY CENTRE S.à r.l. (ci-après «la Société»), qui sera régie par les lois relatives à une telle entité et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à transférer le siège de la Société à l'intérieur de la Ville du siège statutaire.

Le siège social de la Société peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition et la détention de tous intérêts, sous quelle que forme que ce soit, dans toutes autres entités, luxembourgeoises ou étrangères, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion.

La Société peut également utiliser ses fonds en vue de l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers au Grand-Duché du Luxembourg ou à l'étranger ainsi que toutes autres opérations ayant trait à l'immobilier. En particulier, la Société peut détenir directement ou indirectement des actions dans des sociétés et des participations dans des sociétés à responsabilité limitée (limited partnership) ou toutes autres entités juridiques quelle que soit leur forme et basés soit Luxembourg ou à l'étranger ayant pour objet principal l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers, y compris de biens immobiliers situés à l'étranger.

La Société pourra également, être engagée dans les opérations suivantes:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit;
- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, même non substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après les «Sociétés Apparentées» et chacune une «Société Apparentée»);

Pour cet article, une société sera considérée comme appartenant au même «groupe» que la Société si cette autre société, directement ou indirectement, détient, contrôle, est contrôlée par ou est sous contrôle commun avec, la Société, que ce soit comme détenteur ultime, trustee ou gardien ou autre fiduciaire. Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement.

- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société, d'un gérant ou agent de la Société, ou de Sociétés Apparentées et d'apporter toute assistance aux Sociétés Apparentées, dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

il est entendu que la Société n'effectuera aucune opération qui pourrait l'amener à être engagées dans des activités pouvant être considérées comme une activité bancaire.

La Société peut réaliser toutes opérations juridiques, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. Capital, Parts

Art. 5. Capital social. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR), représentés par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euros (100,- EUR) chacune.

Art. 6. Modification du Capital. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique (quand il y a un seul associé) ou par une décision de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 7. Droit de Distribution des Parts. Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfiques de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 8. Indivisibilité des Parts. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles et qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 9. Transfert des parts. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales sont librement transmissibles à des non-détenteurs de parts sociales.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, le transfert inter vivos de parts sociales à des tiers est sujet à l'autorisation de l'assemblée générale des associés tel que prescrit par l'article 189 de la Loi. Une telle autorisation n'est pas requise lors d'un transfert de parts sociales entre associés. Le transfert mortis causa de parts sociales à des tiers est sujet à l'autorisation des associés titulaires de trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Art. 10. Rachat des parts sociales. La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi.

Titre III. Gérance

Art. 11. Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. En cas de pluralité de gérants, ils constituent un conseil de gérance. Les gérants ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment et ad nutum (sans devoir donner une raison), par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gérance en désignant, par écrit ou par fac-similé ou par tout autre moyen convenable un autre gérant comme son mandataire.

Tout gérant et tous les gérants peuvent prendre part à toute réunion du conseil de gérance par le biais d'un système de conférence téléphonique ou de moyens de communication similaires, grâce auxquels toutes les personnes prenant part à la réunion peuvent s'entendre et être entendu. La participation à une réunion par de tels moyens équivaut à être présent en personne à une telle réunion.

Des résolutions du conseil de gérance peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous ses membres. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax, e-mail, télégramme ou télex. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du conseil de gérance physiquement tenue.

Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen généralement quelconque tels que télécopie, e-mail, télégramme, fac-similé ou par téléphone, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

Art. 12. Pouvoirs du Gérant. Dans les rapports avec les tiers, les gérants ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tout acte et opération conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou par les Statuts seront de la compétence du gérant, ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Le conseil de gérance peut, en particulier, conclure des contrats de conseil en investissement et des contrats d'administration.

Art. 13. Représentation de la Société. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul gérant, la Société est valablement engagée par la seule signature du gérant, et, en cas de pluralité de gérant, par la signature conjointe de deux des membres du conseil de gérance.

Art. 14. Subdélégation et Agent du Gérant. Le gérant ou, en case de pluralité de gérants, tout membre du conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant ou, en case de pluralité de gérants, tout membre du conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 15. Rémunération du Gérant. Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 16. Responsabilités du Gérant. Les gérant ou les gérants (selon les circonstances) ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, à condition qu'un tel engagement soit en conformité avec les Statuts et les provisions applicables de la Loi.

Titre IV. Assemblée générale des associés

Art. 17. Pouvoirs de l'Assemblée Générale de l'Associé (des Associés). L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui.

Un associé est autorisé à se faire représenter à toute assemblée des associés par un mandataire qui ne doit pas nécessairement être associé, pour autant que ce dernier ait été nommé à cet égard par une procuration écrite, par téléfax, ou par email, téléphone, télégramme, télex.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ou dissolvant et liquidant la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité en nombre d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Les résolutions des associés peuvent être prises par écrit par tout les associés, au lieu d'être prises à l'assemblée générale des associés, à condition que le nombre total des associés de la Société n'excède pas vingt-cinq (25). Dans ce cas, un projet explicite des résolutions à prendre est remis à chaque associé, qui signera la/les résolution(s). Ces résolutions prises par écrit à un ou plusieurs reprises au lieu des assemblées générales auront le même effet que des résolutions prises lors d'une assemblée générale des associés.

Tout référence dans ces Statuts à des résolutions de l'assemblée générale des associés est construit à inclure la possibilité des résolutions des associés par écrit, à condition que dans ce cas le nombre total des associés de la Société n'excède pas vingt-cinq (25).

Titre V. Exercice social - Comptes annuels

Art. 18. Exercice Social. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société, un bilan et les comptes de résultats.

Tout associé aura le droit de prendre connaissance des livres de la Société, desdits inventaires, bilan et comptes de résultats au siège social.

Art. 19. Réserve Légale et Distribution du Bénéfice. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve statutaire, jusqu'à celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Titre VI. Dissolution - Liquidation

Art. 20. Causes de Dissolution. La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son associé unique ou de l'un des associés. La Société peut être dissoute à tout moment par une résolution de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 21. Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation, en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Titre VII. Loi applicable

Art. 22. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de cet acte et se termine le 31 décembre 2007.

Souscription - Libération

Les cent vingt-cinq (125) parts sociales représentant l'intégralité du capital social ont toutes été souscrites par CS GERMAN RETAIL No. 1 S.à r.l., prénommée, et intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cinq cents euros.

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le seul associé, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Sont nommés gérants pour une période indéterminée:

- Mme Berith Kübler, Gérante, CS GERMAN RETAIL No. 1 S.à r.l., demeurant à 110, quai de Jemmapes, 75010 Paris, France.

- M. David Cunnington, Gérant, CS GERMAN RETAIL No. 1 S.à r.l., demeurant à Lansdowne House, 57 Berkeley Square, London, W1J 6ER, le Royaume Uni; et

- M. Michael Chidiac, Gérant, CS GERMAN RETAIL No. 1 S.à r.l., demeurant à 41, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Conformément à l'article 13 des statuts, la Société est valablement engagée par la signature conjointe de deux des membres du conseil de gérance.

2) Le siège social de la Société est établi au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. Van Den Abeele, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 29 juin 2007, Relation: EAC/2007/7438. — Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 4 juillet 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2007082823/239/393.

(070090579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2007.

Lux Photo Media S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3850 Schifflange, 115, avenue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 87.387.

L'an deux mille sept, le douze juin.

Par-devant Maître Urbain Tholl, notaire de résidence à Merci.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme LUX PHOTO MEDIA S.A., ayant son siège social à L-8521 Beckerich, 27, Huewelerstrooss, constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire soussigné, en date du 9 octobre 2001, publié au Mémorial C numéro 345 du 2 mars 2002 et dont les statuts ont été modifiés à différentes reprises et pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu par le notaire Anja Holtz, de résidence à Wiltz, en date du 29 décembre 2005, publié au Mémorial C numéro 831 du 26 avril 2006, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 87.387,

L'assemblée est présidée par Monsieur Frédéric Humblet, administrateur de société, demeurant à B-Arlon, qui désigne comme secrétaire Madame Cindy Counhaye, employée privée, demeurant à B-Messancy.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Alain Wemers, indépendant, demeurant à B-Toernich/Arlon,

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I.- Les actionnaires présents et/ou représentés ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant.

La liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Il résulte de la liste de présence que toutes les mille (1.000) actions représentant l'intégralité du capital social sont représentées à l'assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1) Transfert du siège social.

2) Acceptation de la démission de deux administrateurs et nomination de deux nouveaux administrateurs

3) Acceptation de la démission du commissaire aux comptes et nomination d'un nouveau commissaire aux comptes.

L'assemblée, ayant approuvé les déclarations qui précèdent, prend à l'unanimité des voix la résolution suivante:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de Beckerich à L-3850 Schifflange, 115, avenue de la Libération.

En conséquence, la deuxième phrase de l'article 1^{er} des statuts aura désormais la teneur suivante:

«Cette société aura son siège social à Schifflange.»

Deuxième résolution

L'assemblée accepte la démission de Mesdames Joëlle Wurth et Laurence Stock, de leur poste d'administrateur et leur accorde décharge pour leur mandat.

Elle nomme comme nouveaux administrateurs pour une durée de six ans:

Monsieur Alain Wemers, indépendant, demeurant à B-6700 Toernich (Arlon), 22, rue A. Kreides,

Madame Françoise Andrin, pensionnée, domiciliée à B-6700 Arlon, 22, rue des Aubépines.

Troisième résolution

L'assemblée accepte la démission de la société BEFAC S.à r.l. de son poste de commissaire aux comptes et lui donne décharge pour son mandat. En remplacement, elle nomme comme nouveau commissaire aux comptes pour une durée de six ans, Monsieur Yves Nicolas, employé, demeurant à L-3850 Schifflange, 115, avenue de la Libération.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef des présentes à environ neuf cents euros (€ 900,-)

Dont acte, fait et passé à Merci, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures ils ont signé les présentes avec le notaire.

Signé: F. Humblet, C. Counhaye, A. Werners, U. Tholl.

Enregistré à Merci, le 14 juin 2007, Relation: MER/2007/733. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 9 juillet 2007.

U. Tholl.

Référence de publication: 2007081677/232/55.

(070089874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2007.

Noble Holding Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 69, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 104.910.

—
La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 6 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n ° 253 du 21 mars 2005.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2007.

NOBLE HOLDING EUROPE S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2007081328/6565/17.

Enregistré à Luxembourg, le 6 juillet 2007, réf. LSO-CG02556. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

NTC-Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 105.555.

—
La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 24 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n ° 112 du 8 février 2005.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2007

NTC-EUROPE S.A.

Signature

Référence de publication: 2007081334/6565/17.

Enregistré à Luxembourg, le 6 juillet 2007, réf. LSO-CG02547. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.

Tessin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 113.180.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2007.

TESSIN S.A.

J. Rossi / A. De Bernardi

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007081543/545/15.

Enregistré à Luxembourg, le 6 juillet 2007, réf. LSO-CG02579. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070089338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2007.
